

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement					
	1 an		6 mois		3 mois	
	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion	Ordin.	Avion
Togo.....	6 000	—	3 300	—	1 725	—
France, Afrique.....	—	8 400	—	4 620	—	2 415
Autres pays.....	—	12 000	—	6 600	—	3 450

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations, s'adresser à l'EDITOGR BP 891 — Tél. 21-37-18 — Fax (228) 21-61-07 LOME

Les abonnements et annonces sont payables d'avances

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TEL : 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

PRIMATURE

1997
15 juil. — Décret n° 82/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-Recepteurs..... 440

15 juil. — Décret n° 83/PMRT autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-Recepteurs..... 440

ARRETES ET DECISIONS

Ministère de l'Intérieur et de la sécurité

1997
10 juil. — Arrêté n° 272/MIS portant avancement d'échelon dans le corps de la Police Nationale 441

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1997
02 juil. — Décision n° 713/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme au profit de trois (3) bénéficiaires au titre de mémoire des indemnités qui leurs sont dues..... 441

02 juil. — Décision n° 714/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Directeur de l'Economie 441

02 juil. — Décision n° 715/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération 441

02 juil. — Décision n° 716/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Chef d'Etat Major Général des Forces Armées Togolaises 441

02 juil. — Décision n° 717/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit de la Télévision Togolaise..... 442

02 juil. — Décision n° 718/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Directeur du Garage Central Administratif 442

02 juil. — Décision n° 719/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Ministre de l'Enseignement Technique de la Formation Professionnelle et de l'Artisanat 442

02 juil. — Décision n° 720/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme au profit de Monsieur OYE WOLE Ayola 442

02 juil. — Décision n° 721/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit de Monsieur Kodjo ATTIVON..... 442

02 juil. — Décision n° 722/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme au profit de fonctionnement de la SALT..... 442

02 juil. — Décision n° 723/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme au profit de l'Etat prévue pour l'Appui à la Stratégie des Transports..... 442

02 juil. — Décision n° 724/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Chef de Corps des Sapeurs-pompiers..... 442

02 juil. — Décision n° 732/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme au profit de trois huissiers de Justice 443

02 juil. — Décision n° 733/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme au profit de Divers Créanciers 443

02 juil. — Décision n° 734/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme au profit de fonctionnement du Centre Hospitalier Préfectoral de Kpalimé	443
11 juil. — Décision n° 772/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme au profit de l'Editogo	443
11 juil. — Décision n° 773/MEF/DF/DCO autorisant paiement d'une somme au profit de trois institutions	443
11 juil. — Décision n° 775/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit de la CEET et de la RNET	443
11 juil. — Décision n° 776/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit du Président de l'Assemblée Nationale	444
11 juil. — Décision n° 777/MEF/DF/DCO autorisant déblocage de crédit au profit de la DTG	444
14 juil. — Décision n° 782/MEF/DF/DCO portant autorisation de dépenses	444
14 juil. — Arrêté n° 105/MEF/DF/DCO portant création d'une caisse d'avance	444
14 juil. — Arrêté n° 106/MEF/DF/DCO portant création d'une caisse d'avance	444
11 juil. — Arrêté n° 109/MEF/DGTCP portant nomination d'un Payeur Temporaire	444

**MINISTERE DES SOCIETES D'ETAT ET DU DEVELOPPEMENT
DE LA ZONE FRANCHE**

1997

Arrêtés portant certificat d'entreprise exportatrice	444
--	-----

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET
DE LA RECHERCHE**

1997

Arrêtés portant nomination, mutation	445
--	-----

**MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI
DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1997

Arrêtés portant rappels à l'activité, fins de détachement, changement de cadre, intégrations, absences irrégulières, reprises de service, bonifications d'ancienneté, titularisations, intégration, positions de détachement, admissions à la retraite, arrêtés rapportés, mises à la disposition, suspension de fonction, déférence en conseil de discipline, rectificatif	453
---	-----

MINISTERE DE LA SANTE

Rectificatif	453
--------------------	-----

**MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DE LA
FORMATION CIVIQUE**

1997

02 juil. — Arrêté n° 10/MCFC/CAB portant nomination	
---	--

DIVERS

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

1997

02 juil. — Arrêté n° 99/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DJAME Lardja	453
--	-----

03 juil. — Décision n° 776/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu NAMBOU Yao	454
03 juil. — Décision n° 777/CRT/DP portant reversion de pension aux ayants-cause de feu SOGLO Philippe Commis	454
03 juil. — Décision n° 778/CRT/DP portant concession de pension aux ayants-cause de feu AGUEM Alassani Baoumondou	454
03 juil. — Décision n° 779/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DIOGBENE Toupane	455
03 juil. — Décision n° 780/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu SOVEGNON Ayenavi Koté	455
03 juil. — Décision n° 781/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu LARE Yentroudjoa	455
03 juil. — Décision n° 782/CRT/DP portant concession de pensions et rente à l'ayant cause de feu TEOU Eglou	456
03 juil. — Décision n° 783/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu KARSA Houla Akoumim	456
03 juil. — Décision n° 784/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu ANKOU Abra Kémélio	456
03 juil. — Décision n° 785/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ABOLO-SEWOVI Koku Amuzu Allo	457
03 juil. — Décision n° 786/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu AGBENOU Dissi Kodjo Kumaplé	457
03 juil. — Décision n° 787/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu ASSOU Docta Harassiba	458
03 juil. — Décision n° 788/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AKATAVI Kokou	458
03 juil. — Décision n° 789/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu AMEDZEAME Kwami Yaovi	458
03 juil. — Décision n° 791/CRT/DP portant concession d'une pension à l'ayant cause de feu ANAGO Akotcholo	458
03 juil. — Décision n° 792/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DRAVIE-ANAKPAN Lossa Etsri Ma-wuena	458
03 juil. — Décision n° 793/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SETODJI Agbo	459
03 juil. — Décision n° 794/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NASSAM Ali-Guézéré	459
03 juil. — Décision n° 795/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADJOGNON Messan	459
03 juil. — Décision n° 796/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KPEMBOULE Laré	460
03 juil. — Décision n° 797/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme SAPA Akossiwa Dotuwo épouse TENGUE	460
03 juil. — Décision n° 798/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TENA Batako	460
03 juil. — Décision n° 799/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. MENSAH Komla Izéssou	461

03 juil. — Décision n° 800/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SALAH Efoé Kouassi	461	10 juil. — Décision n° 826/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SEI Kobéyé	467
03 juil. — Décision n° 801/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AMOUZOU Kpakpo	461	10 juil. — Décision n° 827/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AKOTO Atsu	467
04 juil. — Décision n° 802/CRT/DP portant révision d'une pension de retraite à M. COULIBALEY Bony Thécoulah	461	10 juil. — Décision n° 828/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ABEYA Tchila	468
07 juil. — Décision n° 803/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme GBENYOH Nako épouse KOFFI	462	10 juil. — Décision n° 829/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NABEDE Kpatcha Awizoba	468
07 juil. — Décision n° 804/CRT/DP portant concession d'une pension à l'ayant cause de feu DOGBOE Koku Hovi	462	09 juil. — Décision n° 830/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KONDI Gado	468
07 juil. — Décision n° 805/CRT/DP accordant majoration pour enfants alloué à M. d'ALMEIDA Ayité Gamélé	462	10 juil. — Décision n° 831/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ATCHOTA Torou	469
07 juil. — Décision n° 809/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. DJOBO Saïbou	462	10 juil. — Décision n° 832/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. YAOU Daouda	469
07 juil. — Décision n° 810/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AKELE Kondy	463	09 juil. — Décision n° 833/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme ADJALLE Akua épouse NOMESSI	469
10 juil. — Décision n° 811/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SOUGOULIMPO Kérimou	463	09 juil. — Décision n° 834/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AHEBOR Kwaovi	469
10 juil. — Décision n° 812/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. HEGNON Kofi Adonsou	463	09 juil. — Décision n° 835/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ALI Zoumarou Lantam	469
10 juil. — Décision n° 813/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. DJONDO Akakpo	464	09 juil. — Décision n° 836/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TIGANKPA Kpakpa	470
10 juil. — Décision n° 814/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. d'ALMEIDA Dossou Afantchao	464	09 juil. — Décision n° 1046/96/CRT/DP portant concession de pension d'orphelins (rectificatif)	470
10 juil. — Décision n° 815/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NANKOUME Akanto	464	09 juil. — Décision n° 837/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu POKANAM Mèyéba	470
10 juil. — Décision n° 816/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AREGBA Ayao	465	09 juil. — Décision n° 838/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu WAKIYOU Abalo	470
10 juil. — Décision n° 817/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AGBOGAWO Lamègou Yao	465	10 juil. — Décision n° 839/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu MOROU Asma	471
10 juil. — Décision n° 818/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. OURO-TAGBA Oumorou	465	10 juil. — Décision n° 840/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu TEVI Edoé Lassey	471
10 juil. — Décision n° 819/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme TAY Adjo épouse HUKPORTIE	465	10 juil. — Décision n° 841/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DJOGBESSI Kokouda Georges	471
10 juil. — Décision n° 820/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu ADEKAMBI Mouflawou	466	10 juil. — Décision n° 842/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu AKPAI Magamana	472
10 juil. — Décision n° 821/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADJOLO Wyao Longuewa	466	10 juil. — Décision n° 843/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu KAO Abozisso	472
10 juil. — Décision n° 822/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. BADABAKI Kpatcha	466	10 juil. — Décision n° 844/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu BAKETI Nahoué	472
10 juil. — Décision n° 823/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KPOGLO Komlan	466	10 juil. — Décision n° 845/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu EDEOU Tchalla	472
10 juil. — Décision n° 824/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AWOUSSI Adjété	467	10 juil. — Décision n° 846/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu AKUESSON Adotévi	473
20 juil. — Décision n° 825/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ARKEY Kokouvi	467	10 juil. — Décision n° 847/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu BARRIGAH-BENISSAN Tétévi	473

10 juil. — Décision n° 848/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu KARBA Bahamesso Bozodédé	473	12 juil. — Décision n° 877/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. EDORH Tonyévénawo Améwoassi	478
11 juil. — Décision n° 849/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu ADAM Morou	473	12 juil. — Décision n° 878/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KPOTI Adjété	478
11 juil. — Décision n° 850/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu d'ALMEIDA Ayayi Azobito	474	14 juil. — Décision n° 879/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu KADANGA Komla	479
11 juil. — Décision n° 851/CRT/DP portant reversion de pensions aux ayants-cause de feu TEKOFI Charles	474	14 juil. — Décision n° 880/CRT/DP portant concession d'une pension aux-ayants- cause de feu KELEZA Kaffo	479
11 juil. — Décision n° 852/CRT/DP portant concession de pensions à l'ayant cause de feu ANINAWÉ Zanfara	474	14 juil. — Décision n° 881/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. LARE Yombo Sambiani	479
10 juil. — Décision n° 857/CRT/DP accordant majoration pour enfants allouée à M. BATCHASSI Esso	474	14 juil. — Décision n° 882/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. PARING NLiba	479
10 juil. — Décision n° 858/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. AGBELEY Woko	474	14 juil. — Décision n° 883/CRT/DP portant attribution de rente d'invalidité définitive à M. EZIN Ekagnon	479
10 juil. — Décision n° 859/CRT/DP accordant majoration pour enfants allouée à M. TCHAKLIZO Ayité	474	14 juil. — Décision n° 884/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADDOH-KONDI Bougonou	480
10 juil. — Décision n° 860/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. TABADI Méba	475	14 juil. — Décision n° 885/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. EDOH Yao Eliémibényi-Akuaa	480
10 juil. — Décision n° 861/CRT/DP accordant majoration pour enfants allouée à M. BOUGONOU SALIFOU Kondi	475	14 juil. — Décision n° 886/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AGBOFIN Sanvi	480
10 juil. — Décision n° 862/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. BAKAYE Koffi Attara	475	14 juil. — Décision n° 887/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SOH Kéréziwé	480
10 juil. — Décision n° 863/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. KOUMAROKA Lakou	475	14 juil. — Décision n° 888/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AGBOKA Kossi Kpényigba	481
10 juil. — Décision n° 864/CRT/DP accordant majoration pour enfants allouée à M. TEIKO Foli Amatékpé	475	14 juil. — Décision n° 889/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ABETE Kpadja	481
11 juil. — Décision n° 865/CRT/DP portant révision d'une pension de retraite à M. DJADJA Messanvi Têko	476	14 juil. — Décision n° 890/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. BEZOU Ditchalé	482
10 juil. — Décision n° 868/CRT/DP modifiant le taux de majoration pour enfants allouée à M. KEKEH Ezi	476	14 juil. — Décision n° 891/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NAYOVI Nekoumélébi	482
12 juil. — Décision n° 869/CRT/DP portant concession de pensions aux ayants-cause de feu HOR AFEMENUSUI Koffi Amenuvélé	476	14 juil. — Décision n° 892/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KARBOU Essobé	482
12 juil. — Décision n° 870/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme OURO-AKONDO Lamissi épouse SIDIBE	476	15 juil. — Décision n° 893/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AGBE Anani	482
12 juil. — Décision n° 871/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme SENA Vihodé Afanssi	477	15 juil. — Décision n° 894/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KAWEGNANG Kibalo	483
12 juil. — Décision n° 872/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mlle BOCCO Ayabavi Ahoéfa	477	15 juil. — Décision n° 895/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KOUDADJE Akovi	483
12 juil. — Décision n° 873/CRT/DP portant révision d'une pension de retraite à M. SEGBAYA Kossi Eli	477	15 juil. — Décision n° 896/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. GNALO Simveidjew	483
12 juil. — Décision n° 874/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KAO BAKOUBATI Gnadinlaba	477	15 juil. — Décision n° 897/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NASU Yawo Wonyuié	483
12 juil. — Décision n° 875/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à Mme LAWSON Nadouvi Mawussé	478	15 juil. — Décision n° 898/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TETE Yao Dabizula	483
12 juil. — Décision n° 876/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ADJOH Kossi Sélori	478	15 juil. — Décision n° 899/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. DOVI-SEGBEAHIAN Mawuenyefia	484

15 juil. — Décision n° 900/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TCHALIM Tcha	484
15 juil. — Décision n° 901/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ASSOGBA Kossi	484
14 juil. — Décision n° 902/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ASSIMTI Kpou Pibouwé	485
14 juil. — Décision n° 903/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NOUTSOUKPOE Kokou Novissi	485
14 juil. — Décision n° 904/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. DOUGAH Soumgoua Birikana	485
14 juil. — Décision n° 905/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NAMBIEMA Lochina Wattara	485
14 juil. — Décision n° 906/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ESSE Anani	486
14 juil. — Décision n° 907/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TENE Kotena	486
15 juil. — Décision n° 908/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. BODJONA Kodjo Bassai Djiwa	486
15 juil. — Décision n° 909/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. WOUROU Alouandjou NTolé	486
15 juil. — Décision n° 910/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TCHETRE Kondi	487
15 juil. — Décision n° 911/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ABOULAI Abalo	487
15 juil. — Décision n° 912/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TIBO Koffi	487
15 juil. — Décision n° 913/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AGBA Koubonou	487
15 juil. — Décision n° 914/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TOSSOU Kodjo	488
15 juil. — Décision n° 915/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. KAO Wiyao	488
15 juil. — Décision n° 916/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AMIDOU Idrissou	488
15 juil. — Décision n° 917/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SALA Bawila	489
15 juil. — Décision n° 918/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. PEKOULA Kpandja	489
15 juil. — Décision n° 919/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AZOTI Eso-Eyodou Agola	489
15 juil. — Décision n° 920/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. LARE Djatoite	489
15 juil. — Décision n° 921/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AYITVI Anani Laté	490
15 juil. — Décision n° 922/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TCHÉKPI Ayouwa Essobou	490

15 juil. — Décision n° 923/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SALIFOU Idi	490
15 juil. — Décision n° 924/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. OURO-KOURA Tchaticpi	490
15 juil. — Décision n° 925/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. DOGBE Eklou Fotsitsia	491
15 juil. — Décision n° 926/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NABIYA Bouraima	491
15 juil. — Décision n° 927/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. SEDJRO Kodjo	491
15 juil. — Décision n° 928/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AKAYA Lémou Abalo	491
15 juil. — Décision n° 929/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TARKPA Tikéna Bassambé	492
15 juil. — Décision n° 930/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ATIEPOU Koffi	492
15 juil. — Décision n° 931/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. PAKO Lakibire	492
15 juil. — Décision n° 932/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AWATE Téi	492
15 juil. — Décision n° 933/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. ANIKO Malou Assexa	493
15 juil. — Décision n° 934/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. PIGNAMSSI Arong	493
15 juil. — Décision n° 935/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NAMBIEMA Omorou	493
15 juil. — Décision n° 936/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TCHAZINO Wiao	493
15 juil. — Décision n° 937/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. TYE Kwami	494
15 juil. — Décision n° 938/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. NINI Tadepla	494
15 juil. — Décision n° 939/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. AGBE Alfa	494
15 juil. — Décision n° 940/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. BAMALI Yom	494
15 juil. — Décision n° 941/CRT/DP portant concession d'une pension de retraite à M. BAYOR Kankassé Sabougou Monaba	494
2 juil. — Arrêté n° 101/MEF/CR portant concession aux ayants-cause de feu da SILVEIRA Agossou Koffi	495
14 juil. — Arrêté n° 108/MEF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de feu DADJO Bawaina	495

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

PRIMATURE

Décret n° 97-082/PMRT du 15 juillet 1997 — Autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-Recepteurs

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le Décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établissement des postes Electriques Emetteurs-Recepteurs au Togo ;

Vu la demande formulée par la Régie Nationale des Eaux du Togo (R.N.E.T.) transmise par lettre n° 0542/MMETPT/STT du 18 avril 1997 du Ministère des Mines de l'Equipement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

DECRETE

Art. premier — La Régie Nationale des Eaux du Togo est autorisée sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière à installer et à utiliser une station Radioélectrique.

Art. 2 — Les Fréquences octroyées par la Direction Générale de la Société TOGO-TELECOM sont les suivantes : 155,600 Mhz en mode simplex, 149,800 Mhz et 154,400 Mhz en mode duplex.

Art. 3 — Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité et le Ministre des Mines, de l'Equipement, des Transports et des Postes et Télécommunications sont chargés chacun en ce qui le concerne du contrôle des conditions techniques d'exploitation de cette station ainsi que de la teneur de l'émission.

Art. 4 — Le présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature sera publié au journal officiel de la République.

Fait à Lomé, le 15 juillet 1997

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité
Général Seyi MEMENE

Le Ministre des Mines, de l'Equipement, des transports
et des Postes et Télécommunications
Tchamdja ANDJO

Décret n° 97-083/PMRT du 15 juillet 1997 — Autorisant l'installation et l'utilisation des Postes Radio-Electriques Emetteurs-Recepteurs

LE PREMIER MINISTRE

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le Décret n° 61-24 du 15 mars 1961 portant réglementation de l'établissement des postes Electriques Emetteurs-Recepteurs au Togo ;

Vu la demande formulée par la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCL) transmise par lettre n° 0541/MMETPT/STT du 18 avril 1997 du Ministère des Mines de l'Equipement, des Transports et des Postes et Télécommunications ;

DECRETE

Art. premier — La Banque Togolaise pour le Commerce et de l'Industrie est autorisée sous réserve de se conformer aux lois et règlements en la matière à installer et à utiliser une station Radioélectrique.

Art. 2 — Les Fréquences octroyées par la direction générale de la Société TOGO-TELECOM sont les suivantes : 149,650 Mhz et 154,250 MHZ en mode duplex.

Art. 3 — Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité et le Ministre des Mines, de l'Equipement, des Transports et des Postes et Télécommunications sont chargés chacun en ce qui le concerne du contrôle des conditions techniques d'exploitation de cette station ainsi que de la teneur de l'émission.

Art. 4 — Le présent décret qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera publié au Journal Officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 15 juillet 1997

Le Premier Ministre
Kwassi KLUTSE

Le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité
Général Seyi MEMENE

Le Ministre des Mines, de l'Equipement, des transports
et des Postes et Télécommunications
Tchamdja ANDJO

ARRETES ET DECISIONS**MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE**

Arrêté n° 272/MIS du 10-9-97 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés relevant du corps de la Police Nationale sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes.

Corps des Officiers de Police

Au grade d'Officier de Police de 5^e échelon (ind 1350)

1-04-97 : DADJI Kodjovi Omabuè, n° mle 036861-F, Officier de Police de 4^e échelon.

Corps des Grades et Gardiens de la Paix

Au Grade de Gardien de la Paix de 10^e échelon (ind. 710)

01-03-97 : AGBOKOU Dodji Adjévi Komi, n° mle 025673-T, Gardien de la Paix de 9^e échelon

01-03-97 : KABISSA Hodabalo Essoyomèwè, n° mle 025795-M, Gardien de la Paix de 9^e échelon

20-04-97 : IDRISOU Mohamadou, n° mle 012320-S, Gardien de la Paix de 9^e échelon

Au Grade de Gardien de la Paix de 9^e échelon (ind. 670)

29-03-97 : FIAMON Amenyo Komla, n° mle 012317-X, Gardien de la Paix de 8^e échelon

Au Grade de Gardien de la Paix de 8^e échelon (ind. 630)

07-04-97 : SAGO Mandjomsoukou, n° mle 019891-M, Gardien de la Paix de 7^e échelon

Au Grade de Gardien de la Paix de 7^e échelon (ind. 590)

21-03-97 : TATA Kossi, n° mle 025894-Q, Gardien de la Paix de 6^e échelon

Au Grade de Gardien de la Paix de 6^e échelon (ind. 550)

25-03-97 : MAWUNA Kokouvi, n° mle 038299-N, Gardien de la Paix de 5^e échelon

Le présent arrêté prendra effet au point de vue solde à compter des dates d'avancement de chacun des intéressés.

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Décision n° 713/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Est autorisé le paiement de la somme de UN MILLION CINQ CENT

SOIXANTE DOUZE MILLE NEUF CENT VINGT CINQ (1.572.925) Francs CFA au profit de trois (3) bénéficiaires au titre de mémoire des indemnités qui leur sont dues.

Cette somme sera mandatée et virée dans leur compte bancaire respectif selon détail ci-dessous indiqué :

ATSOU S. HOUGNON, Assistant médical au CHR	
d'Atakpamé	710.000
Le Directeur Roc Hôtel - Atakpamé	294.675
Me Yawo K.K. ASSIMADI, Huissier de Justice à Lomé	
.....	568.250

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1997 section 217 chapitre 25 article 00 29 ligne 03 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 714/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Il est mis à la disposition du Directeur de l'Economie, un crédit de DOUZE MILLIONS (12.000.000) de Francs CFA, pour lui permettre de régler la deuxième partie des frais d'acquisition de photocopieur d'un montant initial de VINGT MILLIONS (20.000.000) de Francs CFA.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 09 (Appui à la Gestion Budgétaire) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 715/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Il est mis à la disposition du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération, un crédit de DIX MILLIONS (10.000.000) de Francs CFA destiné à couvrir les dépenses relatives à la réception des Personnalités Officielles.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (Dépenses Exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 716/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Il est mis à la disposition du Chef d'Etat Major Général des Forces Armées Togolaise, un crédit de CENT MILLE (100.000) Francs CFA dans le cadre de l'organisation de la remise solennelle des prix aux enfants de troupe du collège militaire de TCHITCHAO.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02, (Dépenses Exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 717/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Il est mis à la disposition du ministre de la Communication et de la Formation Civique au profit de la télévision Togolaise la somme de CENT SOIXANTE SEIZE MILLIONS TRENTE NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT DIX NEUF (176.039.999) Francs CFA, pour la réhabilitation des équipements du département de la Communication.

Cette somme sera mandatée et consignée au compte n° 480-190 ouvert auprès du trésor public à Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 23, ligne 12 (entretien équipement de communication) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 718/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Il est mis à la disposition du Directeur du Garage Central Administratif la somme de TROIS MILLIONS QUATRE CENT QUARANTE DEUX MILLE NEUF CENT TRENTE DEUX (3.442.932) Francs CFA, représentant les frais de réparation du véhicule Benz de secours du Premier Ministre.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (Dépenses Exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 719/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Il est mis à la disposition du Ministre de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Artisanat la somme de TROIS MILLIONS DEUX CENT VINGT QUATRE MILLE (3.224.000) Francs CFA pour lui permettre de couvrir les frais d'organisation de l'examen du Brevet de Technicien Supérieur de l'année Scolaire en cours.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (Dépenses Exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 720/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Est autorisé le paiement de la somme de UN MILLION SIX CENT QUARANTE TROIS MILLE CINQ CENTS (1.643.500) Francs CFA au profit de M. OYE WOLE Ayola représentant le reliquat des dommages et intérêts à lui verser dans l'affaire Ministère Public contre TAMBATE Banabé et l'Etat Togolais.

Cette somme sera mandatée et virée au compte Carpa n° 9030568240147 ouvert à la Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (B.T.C.I.) au nom de M^e Bléounou KOMLAN, pour être ensuite versée à la victime.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 99 (Dommages et intérêts) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 721/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Il est mis à la disposition du Ministre des Mines, de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunication, un crédit de CINQ MILLIONS (5.000.000) de FRANCS CFA, pour lui permettre de couvrir les frais médicaux et de prise en charge en France de Monsieur Kodjo ATIVON, Directeur Général Adjoint de l'Hydraulique et de l'Énergie.

La dépense est imputable sur le budget général, Gestion 1997, Section 215, Chapitre 25, Article 00, Paragraphe 19, ligne 03 (Frais d'hospitalisation au Togo et hors Togo) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'Engagement.

Décision n° 722/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE CENT VINGT DEUX MILLIONS (422.000.000) de Francs CFA, représentant la subvention de l'Etat au budget de fonctionnement de la SALT au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée en deux (2) tranches successives de 211.000.000 de F CFA et virée au compte n° 310147254004000 ouvert à l'Union Togolaise de Banque (UTB) Lomé.

La dépense est imputable sur le budget général, Gestion 1997, Section 218, Chapitre 22, Article 00, Paragraphe 46, ligne 01 (SALT) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 723/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Est autorisé le paiement de la somme de QUINZE MILLIONS (15.000.000) de francs CFA, représentant la subvention de l'Etat prévue pour l'Appui à la Stratégie des Transports au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 567 ouvert dans les livres du Trésor Public.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 42, ligne 01 (Appui à la stratégie des transports) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 724/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Il est mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité au profit du Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers la somme de TROIS CENT SOIXANTE ONZE MILLE SEPT CENTS (371.700) Francs CFA, pour lui permettre de couvrir les frais de mise en pages du document définitif du Plan "ORSEC-TOGO".

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (Dépenses Exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 732/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Est autorisé le paiement de la somme de HUIT CENT SOIXANTE DIX MILLE QUATRE CENT QUATRE (870.404) Francs CFA au profit de trois (3) huissiers de Justice au titre de mémoire des indemnités qui leur sont dues.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse suivant détail ci-après :

— M° B. BAWA	368 026 F CFA
— M° A. ASSIGNON	317 820 F CFA
— M° K. GABA DOS-REIS	184 558 F CFA.

La dépense est imputable sur le Budget Général, Gestion 1997, Section 217, Chapitre 25, Article 00, paragraphe 29, ligne 03 (Frais de Justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 733/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Est autorisé le paiement de la somme de UN MILLION TROIS CENT TRENTE TROIS MILLE QUATRE CENT TRENTE (1.333.430) Francs CFA au profit de Divers Créanciers au titre de mémoires des indemnités qui leur sont dues.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au Trésor Public à Lomé ou dans les recettes-perception du lieu de résidence des divers créanciers suivant détail ci-dessous indiqué.

- Gérant de l'Hôtel LAFIA à Dapaong	60.000
- M. KOFFI Takoya, Comptable à l'Hôtel Ecole le Bénin à Lomé	363.430
- Dr. Adjéoda K. WOTTOR, chirurgien à Kpalimé..	260.000
• Dr LASSISSI Kassaliou, chirurgien en Chef au CHR de Tsévié	650.000

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 25, article 00, paragraphe 29, ligne 03 (Frais de justice) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 734/MEF/DF/DCO du 2-7-97 — Est autorisé le paiement de la somme de QUATRE VINGT DOUZE MILLIONS (92.000.000) de Francs CFA, représentant la Subvention de l'Etat au budget de fonctionnement du Centre Hospitalier Préfectoral de Kpalimé au titre de la Gestion 1997.

Cette somme sera mandatée et virée au Compte n° 490 ouvert dans les livres du Trésor Public à Lomé au nom dudit Centre.

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 39, ligne 16 (CHP Kpalimé) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 772/MEF/DF/DCO du 11-7-97 — Est autorisé le paiement de la somme de DEUX CENT VINGT MILLIONS MILLE CINQ CENTS (220.001.500) Francs CFA représentant le reliquat de subvention au profit de l'Editogo au titre de la gestion 1997.

Cette somme sera mandatée par tranche semestrielle de (110.000.750) Francs CFA et virée au compte n° 89 ouvert dans les livres du Trésor Public au nom de ladite institution.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1997, section 219, chapitre 22, article 00, paragraphe 31, ligne 05 (Editogo) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 773/MEF/DF/DCO du 11-7-97 — Est autorisé le paiement de la somme de SOIXANTE QUINZE MILLIONS SIX CENT QUARANTE SEPT MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT SEPT (75.647.987) Francs CFA, représentant la contribution de l'Etat au profit de trois (3) institutions au titre de la gestion 1996.

Cette somme sera mandatée et virée dans leur compte respectif suivant détail ci-après indiqué :

Contribution OMT	: 33.136.062 F CFA
Contribution OMM	: 5.102.017 F CFA
Contribution EISMV	: 37.409.908 F CFA

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 03 (provisions pour régularisation des dépenses des gestions antérieures) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 775/MEF/DF/DCO du 11-7-97 — Il est mis à la disposition du Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au profit de la CEET et de la RNET un crédit de UN MILLION VINGT DEUX MILLE NEUF (1.022.09) Francs CFA, destiné au règlement des factures impayées d'électricité et d'eau du bâtiment auparavant utilisé par la Mission Permanente de l'OMS et affecté actuellement au Secrétariat Coopération Jeunesse ACP.

Ce crédit est reparti comme suit :

R.N.E.T.....	= 132.526
C.E.E.T.....	= 889.483

La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1997, section 217, chapitre 22, Article 00, Paragraphe 91, ligne 03 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 776/MEF/DF/DCO du 11-7-97 — Il est mis à la disposition du Président de l'Assemblée Nationale la somme de QUATORZE MILLIONS SEPT CENT MILLE (14.700.000) Francs CFA pour lui permettre de régler les dépenses relatives à la fabrication des cocardes et des insignes des députés.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 06 (Mise en place des nouvelles institutions) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 777/MEF/DF/DCO du 11-7-97 — Il est mis à la disposition du Directeur du Garage Central Administratif au profit de la DTG, la somme de DEUX MILLIONS NEUF CENT MILLE DEUX CENT DIX NEUF (2.907.219) Francs CFA pour couvrir les frais de réparation du véhicule Mercedes Benz type 350 SEL de la Présidence de la République.

La dépense est imputable sur le budget général gestion 1997, section 217, chapitre 22, article 00, paragraphe 91, ligne 02 (Dépenses Exceptionnelles) et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 782/MEF/DF/DCO du 14-7-97 — Est accordée au Centre National de Transformation Sanguine (CNTS) l'autorisation d'effectuer ses dépenses de fonctionnement au titre de la gestion 1997 sur le compte 904-03 "fonds d'approvisionnement du CNTS" ouvert dans les écritures du Trésorier-Payeur Général.

Le montant total de ses dépenses est limitativement fixé à deux millions quatre cent soixante treize mille deux cent (2.473.200) francs CFA.

La reconstitution de cette provision sera assurée par le versement sur le même compte des produits des activités dudit centre.

Le Trésorier-Payeur et le Directeur des Finances sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'application de la présente décision.

Arrêté n° 105/MEF/DF/DCO du 14-7-97 — Il est créé au sein de la Cour d'Appel du Togo, une caisse d'avance pour les menues dépenses de ladite Cour.

L'avance susceptible d'être consentie au régisseur de cette caisse est fixée à trois cent mille (300.000) Francs CFA renouvelable dans les formes réglementaires.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 106/MEF/DF/DCO du 14-7-97 — Il est créé au sein du Cabinet du Ministère chargé des relations avec le Parlement, une caisse d'avance pour les menues dépenses de ladit .

L'avance susceptible d'être consentie au régisseur de cette caisse est fixée à trois cent mille (300.000) Francs CFA renouvelable dans les formes réglementaires.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 109/MEF/DF/DCO du 21-7-97 — M. ZINSOU Ayéwossi Guidigbéadja, n° mle 007238-Y Inspecteur Vérificateur du Trésor est nommé provisoirement Payeur près l'Ambassade du Togo à Tel-Aviv en Israel et est chargé de la liquidation et du règlement des dépenses en instance à l'Ambassade.

M. ZINSOU présentera la justification de toutes les opérations ainsi réalisées dès son retour à Lomé.

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique est chargé de l'application du présent arrêté.

MINISTERE DES SOCIETES D'ETAT ET DU DEVELOPPEMENT DE LA ZONE FRANCHE

Arrêté n° 7/MSEDZF/SAZOF du 15-7-97 — Est agréée au statut de Zone Franche de Transformation pour l'Exportation, la Société STILART SARL, au capital de deux millions (2.000.000) de Francs CFA, RC. n° 2774, dont le siège social est à Lomé, rue de la Poudrière, (Rue 5) n° 459 B.P. 1643 Lomé.

La société exerce ses activités de fabrication de vases en terre cuite, de carreaux et de briques en terre cuite, destinés à l'exportation, au sein de l'usine sise à Noépé dans la préfecture de l'Avé.

Le présent arrêté prend effet à compter du 20 décembre 1994, date de l'octroi de l'agrément provisoire, et vaut certificat d'entreprise exportatrice.

Le Directeur Général de la S.A.Z.O.F. et le Directeur Général des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 8/MSEDZF/SAZOF du 15-7-97 — Est agréée au statut de Zone Franche de Transformation pour l'Exportation, la Société INTRAC SARL, au capital de dix millions (1.000.000) de Francs CFA, RC. n° 3028, dont le siège social est à Lomé au 21, Boulevard du Mono B.P. 9136.

La Société exerce ses activités de production, de transformation de produits agricoles, destinés à l'exportation, au sein de ses usines sises à Notsé et à Bassar.

Le présent arrêté prend effet à compter du 6 mai 1994, date de l'octroi de l'agrément provisoire, et vaut certificat d'entreprise exportatrice.

Le Directeur Général de la S.A.Z.O.F. et le Directeur Général des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n° 9/MSEDZF/SAZOF du 15-7-97 — Est agréée au statut de Zone Franche de Transformation pour l'Exportation, la Société Conception Dentaire de l'Afrique de l'Ouest SARL, au capital de dix millions (10.000.000) de Francs CFA, RC. n° 3054, dont le siège social est à Lomé quartier Klikamé B.P. 2096.

La société exerce ses activités de fabrication de prothèses dentaires de tous genres, destinés à l'Exportation, au sein de l'Usine sise à son siège.

Le présent arrêté prend effet à compter du 7 mars 1996, date de l'octroi de l'agrément provisoire, et vaut certificat d'entreprise exportatrice.

Le Directeur Général de la S.A.Z.O.F. et le Directeur Général des Douanes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE

Arrêté n° 87/MENR du 14-7-97 — Est et demeure rapporté, l'arrêté n° 221/MENRS du 25 septembre 1995 portant nomination.

Mme DANDOGOU Yawa Agbé Kékli épouse AGOUNKE, n° mle 032965-P, Professeur d'Enseignement Général de 3^e classe 4^e échelon est nommée Directeur Adjoint de l'Enseignement du Troisième Degré.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 114/MENR/SG/DEPD du 7/7/97 — Mme AWU-ADZRY Mawussé Dodzi Caroline épouse ALLAHARE n° mle 013000-J Inspectrice de Jardins d'Enfants de la Région des Plateaux est mutée à l'Inspection de Jardins d'Enfants de la Région Maritime en remplacement de Madame BLAKIME A. Wissalou épouse DOGO admise à la retraite.

La présente décision prend effet pour compter de sa date de signature.

MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté n° 298/MPEFP du 2-7-97 — Mme DOS-REIS Abébi Sika, épouse QUADJOVIE, n° mle 031132-N professeur de 2^e classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à la Direction de l'Enseignement du Troisième Degré à Lomé, placée dans la position de disponibilité sans traitement pour rapprochement de conjoints suivant arrêté n° 0466/METFPAS du 16 mai 1995, est rappelée à l'activité à compter du 02 janvier 1997 et remise à la disponibilité du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche.

Arrêté n° 299/MPEFP — Il est mis fin à compter du 1^{er} février 1997 au détachement de GERALDO Tafiki n° mle 036184-J, ingénieur des travaux statistiques de 3^e classe 4^e échelon auprès du Projet "Soutien aux Groupements Villageois dans l'Etat de la Région des Savanes" (SOGVERS).

L'intéressé est remis à la disposition du Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Artisanat.

Arrêté n° 300/MPEFP du 4-7-97 — M. AGBA Madjomé Kondi, n° mle 036020-W, vétérinaire-inspecteur général 3^e échelon (catégorie A1 - indice 2650) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits est rayé de ce cadre et intégré dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de l'enseignement supérieur de 1^{re} classe 3^e échelon (catégorie A1 - indice 2650) conformément aux dispositions de l'article 29 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 et des articles 44 et 46 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 et conserve son affectation actuelle section 13 chapitre 36 du budget général.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de sa date de signature.

Arrêté n° 302/MPEFP du 7-7-97 — M. AMEGANDJI Kpadénou Yaovi, n° mle 034831-R, adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon (catégorie C-indice 650) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré, série G1 session de juin 1996, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) à compter du 1^{er} juillet 1996 et conserve son affectation actuelle (section 7, chapitre 23 du budget général).

Arrêté n° 303/MPEFP du 8-7-97 — Est constatée à compter du 1^{er} juin 1997, l'absence irrégulière de M. FIAWOO Koffi Likem, n° mle 031677-F, Contrôleur du Travail de 2^e classe

3^e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires du Travail et des Lois Sociales d'Atakpamé.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 304/MPEFP du 9-7-97 — M. Constatée à compter du 18 novembre 1996, la reprise de service des fonctionnaires ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêtés n°s 755 et 0605/METFPAS des 12 juillet 1994 et 13 juin 1995 :

- HEVI Komlan, n° mle 015324-E, professeur de CEG de 1^{re} classe 2^e échelon.
- DOSSOU Sémého Amessi, épse F ANGBEMI, n° mle 033758-Y, professeur de CEG de 2^e classe 3^e échelon.
- ADUAYOM-AKAKPO Messan Kangni, n° mle 020870-Y, professeur de CEG de 2^e classe 2^e échelon.
- AMESSIAME Kodzo, n° mle 013497-B, professeur de CEG de 1^{re} classe 2^e échelon.
- SIMDA Badjalouwa, n° mle 034750-Q, professeur de CEG de 2^e classe 3^e échelon.
- AMEGADJIE Silété, n° mle 034134-G, professeur de CEG de 2^e classe 2^e échelon.
- ADEDJE Yawo Agbéviadé, n° mle 031102-Q, professeur de CEG de 2^e classe 2^e échelon.
- SALASSI Folly Kourou, n° mle 028746-C, professeur de CEG de 1^{re} classe 1^{er} échelon.
- NYADEDZI Ewogbe Mensah, n° mle 023968-J, professeur de CEG de 1^{re} classe 3^e échelon.
- DJITIVI Kodjo, n° mle 030702-G, professeur de CEG de 2^e classe 3^e échelon.
- AGBEFOU Mensah, n° mle 032685-F, professeur de CEG de 2^e classe 3^e échelon.
- ADALAN Méléohégbé Ayawo, n° mle 023510-Y, professeur de CEG de 1^{re} classe 3^e échelon.
- DOTE Mawuena Tsomo, n° mle 015044-w, professeur de CEG de CE.

Les intéressés sont remis à la disposition du Ministre de l'Education Nationale et de Recherche.

Arrêté n° 306/MPEFP du 10-7-97 — Une bonification de deux (2) ans quatre (4) mois six (6) jours est accordée à M. KADARING Komi Batchabédé, n° mle 034185-B ingénieur des Mines et de Géologie de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A1 - indice 2200) du cadre des fonctionnaires des mines et de la Géologie pour ses services antérieurs accomplis du 21 avril 1981 au 31 octobre 1984 à la Société Nationale de Sidérurgie (SNS) conformément aux dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de l'intéressé est révisée comme suit :

- 02-09-96 ing. mines et géologie de 2^e cl. 3^e éch. + 2 a. 4 m. 6J. de bonification.
- 02-09-96 ing. mines et géologie de 1^{re} cl. 1^{er} éch. (ind. 2350) + 4 m. 6 J. de bonification.

La date du prochain avancement automatique d'échelon de l'intéressé est fixée au 26 avril 1998.

Arrêté n° 307/MPEFP du 10-7-97 — M. EKPE Kokou Edem, n° mle 039866-U, professeur d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1300), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 26 septembre 1989 et conserve une ancienneté d'un an.

L'intéressé est élevé aux échelons supérieurs de son grade comme suit :

- 26-09-90 - Professeur d'ens. général de 3^e classe 2^e échelon (AC : néant)
- 26-09-92 - professeur d'ens général de 3^e classe 4^e échelon
- 26-09-92 - professeur d'ens général de 3^e classe 4^e échelon (ind. 1750).

Arrêté n° 308/MPEFP du 10-7-97 — M. ALI-KPOHOU Pahani Akizou, n° mle 035983-R, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, placé dans la position de disponibilité sans traitement pour convenances personnelles suivant arrêté n° 0388/METFP du 6 mai 1996, est rappelé à l'activité à compter du 15 août 1996 et remis à la disposition du Ministère de l'Economie et des Finances.

Arrêté n° 309/MPEFP du 10-7-97 — M. AGBEMEHE Kossi Missiagbéto n° mle 016812-E adjoint technique de l'agriculture de classe exceptionnelle (catégorie C - indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, titulaire du diplôme de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) cycle I, promotion 1992-1995 option : administration générale, est intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) à compter du 4 décembre 1995 date de sa reprise de service et conserve son affectation actuelle (section 31 chapitre du budget général.)

Pendant la période de son stage, M. AGBEMEHE Kossi Missiagbéto est soumis aux dispositions de l'article 24 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. AGBEMEHE Kossi Missiagbéto continuera à percevoir le traitement correspondant à l'indice 1030 qu'il a atteint dans son ancien corps.

Arrêté n° 310/MPEFP du 10-7-97 — Est constatée du 18 novembre 1996, la reprise de service de M. GELI Yawovi, n° mle 034252-N, technicien de commerce de 1^{re} classe 2^e échelon, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) suivant arrêté n° 1209/METFP-AS du 30 novembre 1994.

L'intéressé est remis à la disposition du Ministère de l'Economie et des Finances.

Arrêté n° 311/MPEFP du 10-7-97 — Est constatée à compter du 02 décembre 1996, la reprise de service de M. DEJEAN-TCHAPO Tabé, n° mle 026490-C, ingénieur des travaux agricoles principal de 3^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la Direction de la Vulgarisation Agricole à Lomé, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Supérieure d'Agronomie de l'Université du Bénin suivant arrêté n° 0766/METFPAS du 18 juillet 1995.

Arrêté n° 312/MPEFP du 10-7-97 — Est constatée à compter du 18 novembre 1996 la reprise de service de Madame NEVIS Ablavi Mawulé épouse TOMETY, n° mle 034360-J, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, mise en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 1209/METFP-AS du 30 novembre 1994.

L'intéressé est remise à la disposition du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité.

Arrêté n° 313/MPEFP du 10-7-97 - Est constatée à compter du 29 novembre 1996, la reprise de service de M. AKPA-MADJI B'Tasse, n° mle 026424-A, assistant d'hygiène d'Etat principal de 2^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole des Assistants Médicaux à l'Université du Bénin (EAM-UB) suivant arrêté n° 0606/METFPAS du 13 juin 1995.

L'intéressé est remis à la disposition du Ministère de la Santé.

Arrêté n° 314/MPEFP du 10-7-97 — Est constatée à compter du 07 février 1994, l'absence irrégulière de M. TCHALIM Tchékpi Tchelim, n° mle 011170-L, contrôleur des PTT principal de 3^e échelon du cadre des fonctionnaires des Postes et Télécommunications, en service au Ministère des Mines, de l'Equipeement, des transports, des Postes et Télécommunications.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 315/MPEFP du 10-7-97 — Il est mis fin à compter du 06 février 1994 au détachement de M. TCHALIM Tchékpi Tchelim, n° mle 011170-L, contrôleur des PTT principal de 3^e échelon, du cadre des fonctionnaires des Postes et Télécommunications (OPTT).

L'intéressé est remis à la disposition du Ministère des Mines, de l'Equipeement, des Transports, des Postes et Télécommunications.

Arrêté n° 316/MPEFP du 10-7-97 — M. TCHALIM Tchékpi Tchelim n° mle 01 1170-L contrôleur des PTT principal de 3^e échelon du cadre des fonctionnaires des Postes et Télécommunications, placé dans la position de détachement pour servir auprès de l'Office des Postes et Télécommunications (OPTT) suivant arrêté n° 0009/METFP du 03 janvier 1989, est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période allant du 31 octobre 1993 au 6 février 1994 inclus.

Durant la période du détachement, les émoluments de l'intéressé ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo seront à la charge dudit Office.

Arrêté n° 317/MPEFP du 10-7-97 — M. GOKA Kwami Mensah, n° mle 009773-X, administrateur civil de classe exceptionnelle du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au Programme National du Petit Elevage à Atakpamé est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1998 conformément aux dispositions de l'article 8, alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 318/MPEFP du 10-7-97 — Mme BIO Salimata Biriziwè, épouse BELEI, n° mle 005854-Q, institutrice-adjointe de 1^{re} classe 3^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'Ecole Primaire Publique Centrale de Kara Groupe/A (Préfecture de la Kozah) est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} septembre 1997, conformément aux dispositions de l'article 9, de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 319/MPEFP du 10-7-97 — Mlle KOCUVIE-TAY Biossé, n° mle 006169-K, institutrice principale de 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'Ecole Primaire Publique de Tokoin Gbonvié à Lomé (Préfecture du Golfe), est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} octobre 1997 conformément aux dispositions de l'article 8, 1^{er} élinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 320/MPEFP du 10-7-97 — Mme SANVEE Assiliwa Yvette-Angélique, épouse ABOKI, n° mle 009163-M, professeur d'enseignement supérieur de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'université du Bénin, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} janvier 1997 conformément aux dispositions de l'article 8, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 321/MPEFP du 10-7-97 — Mme GALLEY Afiwoa, épouse FIGAH, n° mle 005202-C, institutrice principale de 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, relevant du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche qui a accompli trente (30) ans de services effectifs, est admise, à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} août 1997.

Arrêté n° 322/MPEFP du 10-7-97 — M. EFOE Ekoué, n° mle 034447-R, contrôleur du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750), du cadre des fonctionnaires du trésor, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 04 décembre 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 323/MPEFP du 10-9-97 — M. SIMT AGNA Paziwedon Komla Gabriel, n° mle 034042-L, inspecteur des impôts de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100), du cadre des fonctionnaires des contributions directes, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 04 décembre 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 324/MPEFP du 10-7-97 — Il est mis fin à compter du 29 janvier 1997 au détachement de M. AGBA Kondi Madjome, n° mle 036020-W, professeur d'enseignement supérieur de 1^{re} classe 3^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, auprès de l'Ecole Inter -Etats des Sciences Vétérinaires à Dakar au Sénégal.

L'intéressé est remis à la disposition du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche.

Arrêté n° 325/MPEFP du 10-7-97 — M. AGBODJAVOU-TSE Kodjo Foly, n° mle 040265-T, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 02 juin 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 326/MPEFP du 10-7-97 — M. AMEDIVLO Komi Ablodévi Enyona Sénye, n° mle 020631-H, administrateur scolaire et universitaire de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 - indice 1300), qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son grade à compter du 04 décembre 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 327/MPEFP du 10-7-97 — M. AGBOMADJI Kodjo Charles, n° mle 034623-H, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 04 décembre 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 328/MPEFP du 10-7-97 — M. da SILVEIRA Kwaku Adjété, n° mle 030457-K, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 - indice 1100) du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 04 décembre 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 329/MPEFP du 10-7-97 — M. KPOGO Kodjo Tsokpewu, n° mle 01 1695-R, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B - indice 750), du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli avec succès l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son grade à compter du 04 décembre 1996 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 330/MPEFP du 10-7-97 — Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter du 04 décembre 1996 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

administrateur civil 1^{er} éch. (cat. A1 - ind. 1300)

— BASSAGOU Bakoda Bariw-Kpadgou, n° mle 015637-P

attaché d'administration de 2^e cl. 1^{er} éch. (cat. A2-ind. 1100)

— AZANKPE Kokou Mensah, n° mle 032707-M

secrétaire d'administration de 2^e cl. 1^{er} éch. (cat.B-ind.750)
— FIOKLOU Kokou Dzodzi Elatché, n° mle 027585-B.

Arrêté n° 331/MPEFP du 10-7-97 — M. ALEKE Koffi, n° mle 035792-S, comptable de 1^{re} classe 2^e échelon (catégorie B - indice 1250) titulaire du diplôme de maîtrise ès-sciences économiques, option : sciences de gestion, 1^{re} session 1996, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de comptable de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A2 - indice 1300) à compter du 1^{er} janvier 1997 et conserve son affectation actuelle (section 09, chapitre 26 budget général).

L'ancienneté dans la nouvelle catégorie est acquise à compter du 1^{er} juin 1996, date du dernier avancement automatique de l'intéressé dans son ancien corps.

Arrêté n° 332/MPEFP du 11-7-97 — Est constatée à compter du 29 mars 1995, l'absence irrégulière de M. SOSSOU Amoussou, n° mle 005764-N, agent spécialisé des PTT de classe exceptionnelle du cadre des fonctionnaires des Postes et télécommunications, en service au Centre de Maintenance Transmission Sud.

Arrêté n° 336/MPEFP du 11-7-97 — Est rapporté l'arrêté n° 0769/METFP-AS du 18 juillet 1995 plaçant M. ATTIOGBE Kodjo Apétovi Messan, n° mle 030213-F, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au Ministère des Sociétés d'Etat et du Développement de la Zone Franche dans la position de disponibilité sans traitement pour convenances personnelles.

Arrêté n° 341/MPEFP du 11-7-97 — Sont rapportés en ce qui concerne Mme DOSSOU Ayaba épouse MENSAH, n° mle 024420-E, les arrêtés n°s 00896/METFP du 26 septembre 1995 portant respectivement avancement automatique d'échelons et promotion.

Mme DOSSOU Ayaba épouse MENSAH, n° mle 024420-E, professeur d'enseignement général de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1 - indice 2050) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de "master of education" à l'issue d'un stage de formation professionnelle d'une durée de quinze (15) mois, est élevée au 3^e échelon de son grade (indice 2200) à compter du 10 novembre 1989, date de son retour de stage et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 28 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1^{er} juillet 1989, date du dernier avancement automatique d'échelon.

L'intéressée est élevée aux échelons supérieurs de son grade à compter des dates suivantes :

- 01.07.1991 : professeur de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- 01.07.1993 : professeur de 1^{re} classe 2^e échelon
- 01.07.1995 : professeur de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 2650).

Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 05 novembre 1996.

Arrêté n° 343/MPEFP du 11-7-97 — Mlle NADJOMBE Ninkpi, n° mle 028522-L, adjoint technique d'agriculture de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la Direction de la Coopération, de la Mutualité et du Crédit (DCMC) à Lomé, est placée sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Bujumbura (BURUNDI) pour une durée de deux (2) ans, valable du 1^{er} mars 1997 au 28 février 1999 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de Mlle NADJOMBE seront à la charge du PNUD et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo en application des dispositions de l'article 62, 3^e alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 sera versée par le budget général.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 344/MPEFP du 11-7-97 — M. LOCOH Komlan Lonlon, n° mle 036603-D, administrateur civil de 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au cabinet du Ministre de l'Industrie et du Commerce, est placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) à compter du 1^{er} mars 1997.

Durant la période de détachement, les émoluments de M. LOCOH seront à la charge de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse des Retraites du Togo sera imputée sur le budget général du Togo en application des dispositions de l'article 62-2^e alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 345/MPEFP du 14-7-97 — M. ATCHADAM Tikpi, n° mle 040272-A, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, précédemment en service à la Préfecture de Tchoudjo, est mis à la disposition du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

Le traitement de l'intéressé reste imputable à la section 31, chapitre 23 au budget général jusqu'au 31 décembre 1997.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste.

Arrêté n° 347/MPEFP du 14-7-97 — M. AGBOVON Kokou Elom, n° mle 016373-X, contrôleur du trésor de 1^{re} classe 1^{er} échelon, en service à la Préfecture du Golfe est remis à la disposition du Ministère de l'Economie et des Finances.

Le traitement de l'intéressé reste imputable à la section 15 chapitre 21 du budget général jusqu'au 31 décembre 1997 inclus.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de reprise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 348/MPEFP du 14-7-97 — rapporté en ce qui concerne M. TCHEDRE Essodina, n° mle 026397-F, ingénieur-adjoint d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon, l'arrêté n° 0879/MTFP du 17 octobre 1988 portant révocation.

M. TCHEDRE Essodina, n° mle 026397-F, ingénieur-adjoint d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service au Projet USAID-Kara en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions à compter du 03 juillet 1984.

Pendant la période de la suspension, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 349/MPEFP du 14-7-97 — M. TCHEDRE Essodina, n° mle 026397-F, ingénieur d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service au Projet USAID-Kara suspendu de ses fonctions suivant arrêté n° 348/MPEFP du 14 juillet 1997 est déféré devant le conseil de discipline.

La commission qui remplit le rôle de conseil de discipline est composée comme suit :

Président :

M. BINIZI Essoboziwè, n° mle 013772-W, administrateur civil en chef de 1^{er} échelon, en service à la Direction de l'Economie.

Membres :

M. DEJEAN-TCHAPO Tabé, n° mle 026490-C, ingénieur des travaux agricoles principal de 3^e échelon, en service à la Direction de la Vulgarisation agricole à Lomé.

M. KPATCHA Hékélé Essonaani, n° mle 030918-G, ingénieur des travaux agricoles de 1^{re} classe 3^e échelon, en service à la Direction de la Coopération et de la Vulgarisation Agricole à Lomé.

Mme ABALO Yawavi Bouty, épouse AGBOKA, n° mle 028555-M, ingénieur des travaux agricoles principal de 1^{er} échelon, en service à la Direction de la Coopération et de la Vulgarisation agricole à Lomé.

M. WARGA Sontoua, n° mle 028422-G, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon en service à la Direction des Finances est nommé rapporteur dudit conseil.

Le conseil de discipline devra répondre aux questions suivantes :

- 1) M. TCHEDRE s'est-il rendu coupable en abandonnant son poste ?

- 2) La manière habituelle de servir de l'intéressé laisse-t-elle à désirer ?

- 3) Mérite-t-il l'une des sanctions prévues par l'article 41 de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 ? Dans l'affirmative laquelle ? Le conseil donnera son avis en commençant par la sanction la plus élevée.

Le président du conseil ci-dessus désigné, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au journal officiel de la République.

Arrêté n° 351/MPEFP du 14-7-97 — M. DJERI-ALASSANI Kouassivi Bougonou, n° mle 036096-A, administrateur civil 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service à la Direction de l'Ecologie Générale et de la Réhabilitation du Milieu à Lomé, placé sur sa demande dans la position de détachement pour servir auprès du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) suivant arrêté n° 0410/METFP du 08 mai 1996, est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période d'un (1) an valable du 1^{er} janvier au 31 décembre 1997 inclus.

Pendant la durée du détachement, les émoluments de M. DJERI-ALASSANI ainsi que la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraite du Togo seront à la charge du PNAE.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 355/MPEFP du 15-7-97 — DJOBO Essossina, n° mle 033637-P, ingénieur d'agriculture du 2^e classe 3^e échelon, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la Direction de Coopération de la Mutualité et du Crédit à Lomé, placé dans la position de détachement pour servir auprès au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) suivant arrêté n° 1271/METFPAS du 17 novembre 1995, est maintenu dans cette même position pour une nouvelle période allant du 1^{er} mars 1996 au 22 septembre 1997 inclus.

Durant la période du détachement, les émoluments de M. DJOBO seront à la charge du PNUD et la contribution complémentaire de 20 % à la Caisse de Retraites du Togo en application des dispositions de l'article 62, 3^e aliéna de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 sera versée par le budget général du Togo.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 7 %.

Arrêté n° 356/MPEFP du 15-7-97 — Est constatée à compter du 19 novembre 1996, la reprise de service de M. LAWSON Boévi Dzido, n° mle 033456-A, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la Direction de la Gestion Informatique du Personnel et de l'Emploi, mis en

position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé suivant arrêté n° 0712/METFPAS du 12 juillet 1995.

Arrêté n° 357/MPEFP du 15-7-97 — Est constatée à compter du 18 novembre 1996, la reprise de service de M. GNA-GNIKO Koffivi, n° mle 034377-B, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, mis en disposition de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé suivant arrêté n° 1209/METFP-AS du 30 novembre 1994.

L'intéressé est remis à la disposition du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité.

Arrêté n° 358/MPEFP du 15-7-97 — Il est mis fin à compter du 31 décembre 1996, au détachement de M. ADANTO Séwona, n° mle 006128-S, assistant médical principale de 2^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique auprès de CARE TOGO.

L'intéressé est remis à la disposition du ministère de la Santé.

Arrêté n° 359/MPEFP du 15-7-97 — M. ADANTO Séwona, n° mle 006128-S, assistant médical principal de 2^e échelon, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, relevant du Ministère de la Santé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1997 conformément aux dispositions de l'article 8, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 360/MPEFP du 15-7-97 — Mme LAWSON-BODY Yayra, épouse DAKU, n° mle 007017-B, infirmière adjointe principale de classe exceptionnelle, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service à la Direction Préfectorale de la Santé du Golfe, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1998 conformément aux dispositions de l'article 8, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 361/MPEFP du 15-7-97 — Est constatée à compter du 1^{er} septembre 1996, l'absence irrégulière de M. KLEGBE Yawo Kété, n° mle 008733-F, ingénieur des travaux agricoles de classe exceptionnelle, du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service à la Direction de l'Institut de la Nutrition et de la Technologie Alimentaire à Lomé.

Arrêté n° 363/MPEFP du 15-7-97 — Est constatée à compter du 18 novembre 1996, la reprise de service des fonctionnaires ci-après désignés, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à

Lomé suivant arrêtes n°s 1209 ; 0422 ; 0767 ; 1239/MFTF-PADS du 30 novembre 1994 et des 09 mai, 18 juillet et 07 novembre 1995. Il s'agit de :

- APALOO Akouavi Mawuenam, épouse AMEGAN, n° mle 035876-W, comptable mécanographe de 1^{re} classe 2^e échelon.
- KPEPE Kossi Tsipodzé, n° mle 035698-L, attaché d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon.
- KPADJOUA Byiro Kokou Dométo, n° mle 034328-S, technicien du commerce et de gestion de 1^{re} classe 2^e échelon.
- DEVI Dosseh Kodjo, n° mle 034678-Q, contrôleur des impôts de 1^{re} classe 1^{er} échelon.
- ADEKPUI Komi Mawulawoé, n° mle 035713-K, contrôleur des impôts de 2^e classe 4^e échelon.
- TCHAMOUZA Seidou, n° mle 035761-K, agent d'assiette des impôts de 1^{re} classe 2^e échelon.

Les intéressés sont remis à la disposition du Ministère de l'Economie et des Finances.

Arrêté n° 367/MPEFP du 15-7-97 — Mme BEKELE Meskerem, épouse GRUNITZKY, n° mle 029273-T, médecin inspecteur de 3^e échelon, du cadre du personnel médical et technique de la santé publique, en service à la Direction du Programme National de Lutte contre le Sida, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} mars 1997 conformément aux dispositions de l'article 5, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Arrêté n° 432/MPEFP du 6-8-97 — M. DANAYE Kanlanfeï, n° mle 014979-D, prospecteur culturel principal de 3^e échelon, en service à la Direction des Arts et du Spectacle à Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} septembre 1997 en application des dispositions de l'article 5, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Conformément aux dispositions de l'article 21-2^e alinéa de la même loi, l'intéressé qui est né le 31 décembre 1949, entrera en jouissance de sa pension le 1^{er} janvier 2005, date à laquelle il aura normalement atteint la limite d'âge.

Arrêté n° 433/MPEFP du 6-8-97 — M. GRANT Kouaovi, n° mle 032837-X, adjoint administratif principal de 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, relevant du Ministère de l'Industrie et du Commerce, est mis à la disposition du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération.

Le traitement de l'intéressé reste imputable à la section 43 chapitre 11 du budget général jusqu'au 31 décembre 1997.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé à son nouveau poste.

Arrêté n° 434/MPEFP du 6-8-97 — Est constatée à compter du 18 novembre 1996, la reprise de service des agents ci-après désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêté n° 1209/METFPAS du 30 novembre 1994.

— MENSAH Edoé Kwadzo, n° mle 008637-F, secrétaire d'administration principal de 3^e échelon, en service à la Direction du Budget.

— ADEGNON Kossi, n° mle 035557-P, comptable de 1^{re} classe 1^{er} échelon, service à la Direction du Contrôle Financier.

Les intéressés sont remis à la disposition du Ministère de l'Economie et des Finances.

Arrêté n° 435/MPEFP du 6-8-97 — Est constatée à compter des dates suivantes, la reprise de service des agents ci-après désignés du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé suivant arrêtés nos 0122 et 0713/METFPAS des 31 janvier et 12 juillet 1996.

14 novembre 1996

— M. TOUBAYE Dikily, n° 028568-S, adjoint technique d'agriculture principal de 2^e échelon, en service à la Direction Régionale du Développement Rural de la Région Maritime à Lomé.

18 novembre 1996

— M. DOHOKOU Kokouvi, n° mle 016825-K, adjoint technique d'agriculture principal de 3^e échelon en service à l'Institut National des Cultures Vivrières à Lomé.

Arrêté n° 436/MPEFP du 6-8-97 — Est constatée à compter du 02 décembre 1996 la reprise de service de M. N'WOUNI Nabine, n° mle 032103-H, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) de Lomé, suivant arrêté n° 0785/METFPAS du 18 juillet 1995.

L'intéressé est remis à la disposition du Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche.

Les intéressés sont remis à la disposition du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la pêche.

Arrêté n° 439/MPEFP du 6-8-97 — Est constatée à compter du 11 novembre 1996, la reprise de service des agents ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, mis en position de stage de formation professionnelle à l'Ecole

Nationale d'Administration (ENA) à Lomé suivant arrêtés nos 0707, 0275, 0423/METFPAS des 12 juillet 1995, 05 avril et 09 mai 1996.

— TUGBENYO Kodjo N'Buéké, n° mle 027891-D, instituteur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon.

— KPEEVEY Gaby-Gadzo, n° mle 021289-K, instituteur-adjoint de 1^{re} classe 1^{er} échelon.

— APEZOUKE Ayao Alognedji Agbenole, n° mle 031266-C, inst. adjt. de 3^e cl. 4^e éch.

— AYEDZE Kokou Mawuryo, n° mle 031203-D, inst. adjt. de 2^e cl. 3^e éch.

— NOFODJI Tofodji Kossi, n° mle 032847-H, inst. adjt. de 2^e cl. 3^e éch.

Les intéressés sont remis à la disposition du Ministère de l'Education Nationale.

Arrêté n° 458/MPEFP du 13-8-97 — Les fonctionnaires stagiaires ci-dessous désignés, qui ont accompli avec succès l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur grade à compter du 6 juin 1996 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

cuisinier de 2^e cl. 2^e éch. (cat.C-ind. 600)

TANDAOU Essoféyi, n° mle 036547-M

cuisinier de 2^e cl. 1^{er} éch. (cat.C-ind. 550)

ALI Falabalaki, n° mle 036548-W

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade dans les conditions suivantes :

TANDAOU Essoféyi

06-06-97 — cuisinier de 2^e cl. 3^e éch. (ind. 650) (AC : néant)

ALI Falabalaki

06-06-97 cuisinier de 2^e cl. 2^e éch. (cat.C-ind. 600) (AC : néant)

Rectificatif du 10-7-97 à l'arrêté n° 0388/METFP du 6 mai 1996 plaçant un fonctionnaire dans la position de disponibilité.

Au lieu de :

M. ALI-KPOHOU Pahani Akizou, n° 035983-R, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la Direction Générale des Douanes, est placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour convenances personnelles, pour une période de trois (3) mois, valable du 1^{er} avril au 30 juin 1996 inclus, en application des dispositions de l'article 95 (nouveau-C de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Lire :

ALI-KPOHOU Pahani Akizou, n° mle 035983-R, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la Direction Générale des Douanes, est placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement pour convenances personnelles, pour une période de trois (3) mois, valable du 17 mai au 14 août 1996 inclus, en application des dispositions de l'article 95 (nouveau) - C de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Le reste sans changement.

Rectificatif du 10-7-97 à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 0045/MPEFP du 17 mars 1997 portant admission à la retraite — Les agents ci-après désignés, relevant des différents Ministères, qui ont atteint la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1997.

Rectificatif du 10-7-97 à l'arrêté n° 218/METFP du 25 mars 1996 portant admission à la retraite. — M. WOLOU-ADJELE Atsou, n° mle 005114-U, professeur de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au CEG de Kaboli (Préfecture de Tchamba) est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 10 avril 1996 conformément aux dispositions de l'article 8, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Lire :

— M. WOLOU-ADJELE Atsou, n° mle 005114-U, professeur de 1^{re} classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, en service au CEG de Kaboli (Préfecture de Tchamba) est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 10 avril 1996 conformément aux dispositions de l'article 8, 1^{er} alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Le reste sans changement

MINISTERE DE LA SANTE

Au lieu de :

— AKAKPOVI Mensah Kagni Ema, n° mle 005364-E, adjoint administratif principal 2^e échelon.

Lire :

— AKAKPOVI Mensah Kagni Ema, n° mle 005364-E, adjoint administratif principal 2^e échelon.

Le reste sans changement.

Mii MINISTERE DE LA COMMUNICATION ique ET DE LA FORMATION CIVIQUE

Arrêté n° 10/MCFC/CAB du 2/7/97 — M. AOULI Poutouli, n° mle 039629-X, Rédacteur en chef de 2^e classe 2^e échelon, est nommé Chef de la Divion des Infomations à la Télévision Togolaise.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

CAISSE DE RETRAITES DU TOGO

Arrêté n° 99/MEF/CR du 2-7-97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve DJAME Boroyome, née FAREMBA
Mme veuve DJAME Koumba Bâ, née GALAYE
Mme veuve DJAME Sinatou, née ABOUDOU
Mme veuve DJAME Anassi Elatiou, née AFANGBEDJI

épouses de feu DJAME Lardja, adjudant 3^e échelon n° mle 059 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale décédé en retraite le 13 avril 1988 (indice 1050 pourcentage 66 % pour compter du 1^{er} mai 1988 au 22 mai 1991 et 80 % pour compter du 23 mai 1991) dont 66,79 % imputable à la Caisse de Retraites du Togo, une pension de veuves au montant annuel de QUARANTE CINQ MILLE HUIT CENT CIN - QUANTE SIX (45.856) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1988, de QUARANTE HUIT MILLE CENT QUARANTE HUIT (48.148) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990, de CINQUANTE HUIT MILLE TROS CENT SOIXANTE HUIT (58.368) FRANCS pour compter du 23 mai 1991 et de SOIXANTE UN MILLE DEUX CENT QUA TRE VINGT SEIZE (61.296) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Par application des dispositions de l'article 29 paragraphe de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, une majoratin pour enfants fixée à :

VINGT DEUX MILLE NEUF CENT VINGT NEUF (22.929) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1988 et à VINGT QUATRE MILLE SOIXANTE QUINZE (24.075) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990 à Mme veuve DJAME Koumba Bâ née GALAYE au titre de ses enfants ci-après désignés :

Yindoutié, née le 02 février 1957
Payéné, née le 14 octobre 1958
Yimpabe, né le 27 mai 1960.

QUINZE MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT SIX (15.286) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1988 et SEIZE MILLE CINQUANTE (16.050) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990 à Mme veuve DJAME Sinatou née ABOUDOU au titre de ses enfants ci-après désignés.

Damigou, née le 24 avril 1959.

Yogoubé, née le 18 novembre 1962.

SEPT MILLE SIX CENT QUARANTE TROIS (7.643) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1988 et HUIT MILLE VINGT CINQ (8.025) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1990 à Mme veuve DJAME Boroyome née F AREMBA au titre de son enfant Yennal né le 26 décembre 1962.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins fixée à TRENTÉ SIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT QUATRE (36.684) FRANCS l'an pour compter du 1^{er} mai 1988, à TRENTÉ HUIT MILLE CINQ CENT VINGT (38.250) FRANCS l'an pour compter du 1^{er} janvier 1990, à QUARANTE SIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DOUZE (46.692) FRANCS l'an pour compter du 23 mai 1991 et à QUARANTE SIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DOUZE (46.692) FRANCS l'an pour compter du 23 mai 1991 et à QUARANTE NEUF MILLE TRENTÉ DEUX (49.032) FRANCS l'an pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Yindale, né en 1967

Guinansoi, né le 31 janvier 1968

Talbounte, né le 25 septembre 1969

Tampogue, née le 06 décembre 1971

Bampi, née le 29 août 1972

Pôbathe, née le 04 août 1973

Diogoupo, né le 16 juillet 1975

Nannimpo, née le 28 septembre 1975

Koutome, née le 06 mai 1979

Namtante, né le 19 mars 1981

Lamoutidja, né le 28 mai 1981.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants. Les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. DJAME Lardja Yimpabe, chargé de leur tutelle.

Décision n° 776/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension unique (indice 2500, pourcentage 75 %) au montant de UN MIL LIONS SIX CENT TRENTÉ HUIT MILLE TROIS CENT SOIXANTE (1.638.360) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve NAMBOU Siba, née DJATO

" NAMBOU Nghabilai, date Agba, née TSEBIAKU

épouses de feu NAMBOU Yao, Inspecteur de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement en retraite décédé le 25 août 1996.

En application des dispositions de l'article 17, paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CENT SOIXANTE TROIS MILLE HUIT CENT TRENTÉ SIX (163.836) FRANCS pour compter du 1^{er} septembre 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Yanwoube, née le 04 novembre 1975,

Kokou, né le 27 juillet 1977,

Yankaghan, née le 21 juillet 1979,

Taghankibe, née le 05 avril 1980.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. NAMBOU Yaowai, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 777/CRT-DP du 3/7/97 — Les pensions attribuées sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mesdames veuves.

SOGLO Abouya, née DAHON

SOGLO Bertha, née EZIN

épouses de feu SOGLO Philippe commis d'administration principale de 1^{re} classe (indice 809 pourcentage 80 %) en retraite décédé le 8 janvier 1988, sont reversées à Mme veuve SOGLO Adjoa Ihen née WOEGNA pour compter du 1^{er} mai 1994.

Le montant annuel de la nouvelle pension attribuée à Mme Veuve SOGLO Ihen née WOEGNA est fixé à TROIS CENT DEUX MILLE DEUX CENT CINQUANTE (302.250) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1994 et de TROIS CENT DIX SEPT MILLE TROIS CENT SOIXANTE QUATRE (317.364) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Les sommes perçues pour compter du 1^{er} mai 1994 par Mme veuve SOGLO Adjoa née WOEGNA au titre de l'arrêté n° 073/MEF/CR du 24 mai 1996 seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 778/CRT-DP du 3/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CENT NEUF MILLE DEUX CENT VINGT QUATRE (109.224) FRANCS pour compter du 18 février 1996 et de CENT QUATORZE MILLE

SIX CENT QUATRE VINGT SIX (114.686) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996, à chacun des orphelins de feu AGUEM Alassani Baoumondou Instituteur de C.E. indice 1750 pourcentage 75 % en retraite décédé le 5 janvier 1996, ci-après désignés (dans la limite de cinq enfants).

Tétougnima A., né le 20 mars 1975
 Patolossim, né le 28 octobre 1995
 Akesso Batokiani., née le 25 octobre 1978
 Pitimnawé M., née le 30 mai 1979
 Matchalssawé., née le 12 novembre 1981
 Akladéo Tchanda, née le 16 janvier 1983
 Malimda., née le 6 mars 1984
 Mata, née en 1984
 Abalo Eso-Essou., né en 1985
 Essognimna, née le 9 octobre 1989.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. MAZNA Médessinawé, chargé de leur tutelle.

Décision n° 779/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension unique (indice 550, pourcentage 52,5 %) d'un montant de QUATRE CENT QUATRE VINGT MILLE SIX CENTS (480.600) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve DIOGBENE Flimp née KOUGNARE, épouse de feu DIOGBENE Toupame, Caporal 4^e échelon n° mle 5455 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en activité le 22 avril 1996.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de VINGT QUATRE MILLE TRENTE 524.030) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1996 et de VINGT CINQ MILLE DEUX CENT TRENTE DEUX (25.232) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Yendoubé, né le 23 juillet 1986
 Danbé, née le 19 septembre 1989
 Yendoutié, née le 1^{er} avril 1992
 Bouaman, née le 29 octobre 1995.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. SAKPANE Paquidame, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 780/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension unique (indice 700, pourcentage 62,5 %) d'un montant de SEPT CENT VINGT HUIT MILLE CENT SOIXANTE (728.160) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve SOVEGNON Ayenavi Koté, Maréchal des Logis 6^e échelon du corps du personnel des Gardiens de Préfecture en retraite décédé le 5 septembre 1994.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 25 janvier 1995 une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de TRENTE SIX MILLE QUATRE CENT HUIT (36.408) FRANCS et de TRENTE HUIT MILLE DEUX CENT VINGT NEUF (38.229) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Ezih, né le 03 février 1976
 Zihoué, née le 03 février 1976
 Amèvi, née le 07 mai 1977
 Dossou, né en 1979
 Kossiwa, née le 08 juin 1986.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. SOVEGNON Kossi, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 781/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension unique (indice 420, pourcentage 58,75 %) d'un montant de DEUX CENT CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (205.344) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve LARE Nanwoé, née YETA
 Mme veuve LARE Essossimna, née ABE

épouses de feu LARE Y entroudjoa, Soldat de 1^{re} classe 5^e échelone n° mle 12107 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises en retraite décédé le 27 novembre 1993.

— En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 1^{er} décembre 1993, une pension temporaire d'orphelins à chacun des orphelins ci-après désignés dans la limite de cinq :

Mykinassoi, née le 12 décembre 1974
 Bentien, né le 09 avril 1976
 Bienli, né le 29 octobre 1979
 Nagbampo, née le 10 janvier 1980
 Gnipale, née le 20 décembre 1982
 Mingoribe, né le 20 mars 1983
 Banépo, née le 24 avril 1986
 Bammitié, née le 04 août 1986.

Le montant annuel de cette pension est fixé à VINGT QUATRE MILLE (24.000) FRANCS pour compter du 1^{er} décembre 1993 en vertu des dispositions de l'article 28 paragraphe III de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

Article 5 — Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommé seront versés entre les mains de M. LARE Tounamame, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 782/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension unique (indice 72,5 %) d'un montant de UN MILLION CINQ CENT VINGT MILLE QUATRE CENT (1.520.400) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve TEOU Badawènam née TCHALIM épouse de feu TEOU Eglou, Adjudant 4^e échelon n° mle 2660 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises décédé en activité le 4 septembre 1996.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité unique (indice 500, pourcentage 100 %) afférent à l'indice initial de la catégorie des Sous-officiers d'un montant de HUIT CENT SOIXANTE TREIZE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT DOUZE (873.792) FRANCS équivalent à quatre (4) années de rente viagère.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension et la rente de veuve prévues 1^{er} ci-dessus sont limitées à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente d'invalidité temporaire à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Boyodjéba, né le 11 janvier 1980
 Banabesse, né le 02 février 1985
 Abizou, né le 25 mai 1989.

Le montant annuel de la pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente d'invalidité temporaire allouées ci-dessus est fixé pour compter du 1^{er} octobre 1996 à QUATRE VINGT DIX MILLE (90.000) FRANCS en vertu des dispositions de l'article 28 paragraphe 1 alinéa 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I alinéa I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. KALAWA Kossi, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 783/CRT-DP du 3/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, une pension de veuve (indice 1050, pourcentage 80 %) dont 74,72 % du total imputable à la Caisse de Retraites du Togo au montant annuel de CENT TRENTÉ MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT QUATRE (130.584) FRANCS pour compter du 3 décembre 1995 et de CENT TRENTÉ SEPT MILLE CENT DOUZE (137.112) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve KARSA Koutandio, née LEMON
 Mme veuve KARSA Anawouloume, née KADJOU.

épouses de feu KARSA Houla Akoumim, Adjudant 3^e échelon n° mle 054 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en retraite le 20 novembre 1994.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CINQUANTE DEUX MILLE DEUX CENT TRENTÉ SIX (52.236) FRANCS pour compter du 3 décembre 1995 et de CINQUANTE QUATRE MILLE HUIT CENT CINQUANTE DEUX (54.852) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996, à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Tada Anassimin, née le 22 janvier 1976
 Tchitchim, née le 13 juin 1978
 Amava, née le 26 février 1981.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. KARSA Kpona Alontété, chargé de leur tutelle.

Décision n° 784/CRT-DP du 3/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. YEHOUESSI Messan, époux de feu ANKOU Abra Kémelio, sage-femme principale 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la Santé Publique (indice 1550, pourcentage 57,50 %, décédée en activité le 04 mai 1996, une pension de veuf au montant annuel de TROIS CENT SOIXANTE DIX MILLE HUIT CENT QUARANTE DEUX (370.842) FRANCS pour compter du 1^{er} juin 1996 et de TROIS CENT QUATRE VINGT NEUF TROIS CENT QUATRE VINGT MILLE HUIT (389.388) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de SOIXANTE QUATORZE MILLE CENT SOIXANTE NEUF

(74.169) FRANCS pour compter du 1^{er} juin 1996 et de SOIXANTE DIX SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE DIX HUIT (77.878) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Sidemeko Akofanu, née le 12 octobre 1979
Kpadey Sénamé, né le 06 juillet 1982
Hovome Afivi, née le 06 décembre 1985
Enam Kossivi A., né le 26 juin 1988.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. YEHOUESSI Messan, chargé de leur tutelle.

Les retenues restant dues au titre de validation de périodes par feu ANKOU Abra Kémélio épouse YEHOUESSI seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 785/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension unique (indice 2800, pourcentage 80 %) d'un montant de UN MILLION DEUX CENT QUARANTE DEUX MILLE SEPT CENT VINGT HUIT (1.242.728) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à chacun des veuves ci-après désignées :

Mme veuve ABOLO-SEWOVI Assivi née SODOBA
Mme veuve ABOLO-SEWOVI Akossiwa née ADZELEY

épouses de feu ABOLO-SEWOVI Koku Amuzu Allo, professeur de l'enseignement de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'enseignement, en retraite, décédé le 20 août 1995.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve ABOLO-SEWOVI Kossiwa Seli, née AMEGEE épouse de feu ABOLO-SEWOVI Koku Amuzu Allo, professeur de classe exceptionnelle, une pension de veuve au montant annuel de TROIS CENT DIX MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DEUX (310.682) FRANCS pour compter du 14 novembre 1995 et de TROIS CENT VINGT SIX MILLE DEUX CENT SEIZE (326.216) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CENT QUATRE VINGT SIX MILLE QUATRE CENT DIX (186.410) FRANCS pour compter du 31 janvier 1996 et de CENT QUATRE VINGT QUINZE MILLE SEPT CENT TRENTE (195.730) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés : (dans la limite de cinq enfants).

Ameyo Agbassivi, née le 28 février 1976
Modzinu Komlatsè, né le 26 octobre 1976
Dodzi Komlatsè, né le 29 août 1978
Amellé, née le 25 août 1979

Essi, née le 22 janvier 1984
Komi, né le 18 février 1984
Amivi, née le 20 février 1988
Fofovi Agbenyiga, né le 19 janvier 1991.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mlle ABOLO Adjovi Kiki, chargée de leur tutelle.

Décision n° 786/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension unique (indice 1200, pourcentage 77,5 %) d'un montant de SEPT CENT SOIXANTE TREIZE MILLE NEUF CENT VINGT HUIT (77.928) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve AGBENOU Titilayo Somémagna née JOAKIM, épouse de feu AGBENOU Dissi Kodjo Kumaplé, adjudant-chef 3^e échelon n° mle 147 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises décédé en retraite le 13 février 1994.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse à Mme veuve AGBENOU Egbovi née WALLACE épouse de feu AGBENOU Dissi Kodjo Kumaplé, une pension de veuve au montant annuel de CENT QUATRE VINGT TREIZE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DEUX (193.482) FRANCS pour compter du 10 avril 1994 et de DEUX CENT TROIS MILLE CENT CINQUANTE SEPT (203.157) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, les pensions de veuves prévues ci-dessus sont limitées à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de SOIXANTE DIX SEPT MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT TREIZE (77.393) FRANCS pour compter du 10 avril 1994 et de QUATRE VINGT UN MILLE DEUX CENT SOIXANTE TROIS (81.263) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Kokouvi Djodo, né le 07 novembre 1973
Komlavi Seyram A., né le 16 août 1977
Kossi Djidoudou Elom, née le 1^{er} juin 1980
Adjo, née le 29 septembre 1980
Awovi Dodjivi, né le 07 octobre 1982
Afivi Madjé, née le 18 juillet 1986

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de :

— M. AGBENOU Yaovi Noulétossi, administrateur et tuteur des enfants dont les noms suivent :

Adjo, née le 29 septembre 1980
Awovi Dodjivi, né le 07 octobre 1982.

Mme AGBENOU Titilayo Somémagna née JOAKIM, mère des enfants dont les noms suivent :

Kokouvi Djodjo, né le 07 novembre 1973
 Komlanvi Seyram A., né le 16 août 1977
 Kossi Djidoudou E., née le 1^{er} juin 1980
 Afivi Madjé, née le 18 juillet 1986.

Décision n° 787/CRT-DP du 3/7/97 — Il est alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo aux orphelins de feu ASSOU Docta Harassiba, Adjudant 4^e échelon n° mle 285 du corps du personnel des gardiens de préfecture (indice 1200, pourcentage 80 %) une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de SOIXANTE DIX NEUF MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT DIX (79.890) FRANCS pour compter du 1^{er} mars 1996 et de QUATRE VINGT TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT CINQ (83.885) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés dans la limite de cinq.

Apa, née en 1975
 Karka, né le 18 mai 1976
 Sama, né le 04 avril 1978
 Arikim, née le 06 octobre 1978
 Tchaka, né le 10 juin 1980
 Akam, née le 21 décembre 1980
 Asséna, né le 25 novembre 1983
 Atamon, né le 30 juillet 1985
 Tchaou, né le 18 février 1987
 Korème, née le 04 mars 1988
 Watagnak, né le 05 juillet 1989.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. ANATHERE Manawa Gnactiou, chargé de leur tutelle.

Décision n° 788/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension unique (indice 480, pourcentage 62,5 %) d'un montant de DEUX CENT QUARANTE NEUF MILLE SIX CENT CINQUANTE SIX (249.656) FRANCS équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve AKATAVI Afi, née AHOSSOU
 Mme veuve AKATAVI Akoua, née SOKLOU

épouses de feu AKATAVI Kokou, Soldat de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 3555 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises décédé en activité le 17 mai 1995.

Cette pension est augmentée d'une rente unique d'invalidité (indice 300, pourcentage 100 %) afférente à l'indice initial des hommes de troupe d'un montant de DEUX CENT QUARANTE NEUF MILLE SIX CENT CINQUANTE SIX (249.656) FRANCS équivalent à quatre(4) années de rente viagère.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi 91-11 du 23 mai 1991, la pension et la rente de veuves prévues ci-dessus sont limitées à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente temporaire d'invalidité pour compter du 3 janvier 1996 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Akouvi, née le 15 septembre 1979
 Yao, né le 29 janvier 1981
 Yaotsè, né le 03 septembre 1982
 Akouavi, née le 06 juillet 1983
 Komla, né le 21 mai 1985
 Massa, née le 31 décembre 1985
 Afivi, née le 11 décembre 1987
 Yawa, né le 21 janvier 1988
 Amah, née le 24 novembre 1990
 Yawavi, née le 07 mai 1992.

Le montant annuel de la pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente temporaire d'invalidité est fixé à VINGT NEUF MILLE NEUF CENT CINQUANTE HUIT (29.958) FRANCS pour compter du 3 janvier 1996 à TRENTÉ UN MILLE QUATRE CENT CINQUANTE SIX (31.456) FRANCS

pour compter du 1^{er} juillet 1996 en vertu des dispositions de l'article 28 paragraphe I alinéa 4 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I alinéa I du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. AKATAVI Koffi, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 789/CRT-DP du 3/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve AMEDZEAME Massanvi Doélé née WILSON épouse de feu AMEDZEAME Kwami Yaovi, instituteur de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050, pourcentage 78,75 %) du corps du personnel de l'enseignement, en retraite décédé le 04 mai 1996, une pension de veuve au montant annuel de TROIS CENT QUARANTE QUATRE MILLE CINQUANTE HUIT (344.058) FRANCS pour compter du 1^{er} juin 1996 et de TROIS CENT SOIXANTE UN MILLE DEUX CENT SOIXANTE (361.260) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Décision n° 791/CRT-DP du 3/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve ANAGO Kayi née SOSSOU épouse de feu ANAGO Akotcholo, gardien de la paix, 1^{re} classe 3^e échelon (indice 510, pourcentage 63,75 %) du corps du personnel de la police du Togo en retraite décédé le 21 juillet 1992, une pension de veuve au montant annuel de CENT TRENTÉ CINQ MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT DEUX (135.282) FRANCS pour compter du 1^{er} août 1992 1992 et de CENT QUARANTE DEUX MILLE CINQUANTE (142.050) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Décision n° 792/CRT-DP du 3/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve DRAVIE-ANAKPAN Emily, née LASSEY
 Mme veuve DRAVIE-ANAKPAN Yoélé Attougoui, née ATTIGLAH

épouses de feu DRAVIE-ANAKPAN Lossa Etsri Mawuena, attaché d'administration principal 1^{er} échelon, du corps du per-

sonnel de l'administration, général (Indice 1800, pourcentage 80 %) en retraite décédé le 27 août 1989, une pension de veuve au montant annuel de DEUX CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT SIX (299.586) francs pour compte du 22 juin 1992.

Par application des dispositions de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 article 32, paragraphe 4, alinéa 3, il est reversé à Mme veuve DRAVIE-ANAKPAN Yoël Attougou (née ATTIGLAH) la part de la pension de veuve de sa coépouse Mme veuve DRAVIE-ANAKPAN Emily (née LASSEY) décédée le 13 mars 1993.

Le montant annuel de la nouvelle pension de Mme veuve DRAVIE-ANAKPAN Yoël Attougou née ATTIGLAH est fixé à CINQ CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE CENT SOIXANTE DOUZE (599.172) pour compter du 1^{er} avril 1993 et de SIX CENT VINGT NEUF MILLE CENT TRENTE (629.130) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CENT DIX NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE CINQ (119.835) FRANCS pour compter du 16 juin 1993 et de CENT VINGT CINQ MILLE HUIT CENT VINGT SIX (125.826) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés.

Efoè Amen Mawuèna, né le 9 mai 1974

Djatougbe Ahouéfa, née le 17 mai 1975

Djatougbe Béné, née le 23 janvier 1977.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. DRAVIE-ANAKPAN Aninagan Komlan Vodua, chargé de leur tutelle.

Décision n° 793/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 900, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE CENT CINQUANTE SIX (1.245.156) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SETODJI Agbo, assistant médical principal 2^e échelon du corps du personnel de la santé admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SETODJI Agbo pour compter du 1^{er} janvier 1997 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Mawouéna, né le 27 juillet 1966

Yao, né le 02 novembre 1967

Yao Homéfa, né le 23 novembre 1967

Komi, né le 17 mai 1969

Kokou, né le 13 août 1969

Messan, né le 25 septembre 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à TROIS CENT ONZE MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT NEUF (311.289) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1997.

M. SETODJI Agbo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du 8^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 5 avril 1974

Akpédjé, née le 19 octobre 1977

Komla Dodzivi, né le 15 septembre 1981

Kossi Eli, né le 06 décembre 1981.

Décision n° 794/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 630, pourcentage 75 %) au montant annuel de QUATRE CENT DOUZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE DOUZE (412.872) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NASSAM Ali-Guézéré, moniteur de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NASSAM Ali-Guézéré pour compter du 1^{er} janvier 1997 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Assibi, née le 21 avril 1965

Talihatou, née le 10 juillet 1966

Djigui, née le 19 juillet 1966

Adjé-Môla, née le 06 juin

Ladi, née le 28 avril 1969

Lami, née le 08 juin 1969

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT TROIS MILLE DEUX CENT DIX HUIT (103.218) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1997.

M. NASSAM Ali-Guézéré pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés :

Moussa Ariziki, né le 22 décembre 1977

Ibrahim Danguiliwè, né le 03 avril 1979

Sélina, née le 10 mai 1984

Assana, née le 1^{er} novembre 1985

Fousséna, née le 1^{er} novembre 1985

Dakiétou, née le 30 juin 1988

Afissétou, née le 21 février 1989

Mohamed Sadate, né le 25 octobre 1992

Aboudou Bassitoun, né le 31 octobre 1992.

Décision n° 795/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 670, pourcentage 75 %) au montant de QUATRE CENT DIX HUIT MILLE CENT SOIXANTE SEIZE (418.176) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1996 et de QUATRE CENT TRENTE NEUF MILLE QUATRE

VINGT (439.080) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADJOGNON Messan, Mécanicien de classe exceptionnelle du corps du personnel des Chemins de Fer et Wharf, admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADJOGNON Messan pour compter du 1^{er} janvier 1996 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Kouassi, né le 10 décembre 1961

Abla, née le 29 septembre 1970

Kwami, né le 20 octobre 1973.

Ce taux est porté à 15 % pour compter du 1^{er} janvier 1997 au titre de son 4^e enfant Akossiwa née le 5 décembre 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à QUARANTE UN MILLE HUIT CENT DIX HUIT (41.818) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1996 et à QUARANTE TROIS MILLE NEUF CENT HUIT (43.908) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 et de SOIXANTE CINQ MILLE HUIT CENT SOIXANTE DEUX (65.862) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1997.

M. ADJOGNON Messan pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés :

Akossiwa, née le 05 décembre 1976

Akou Délali, née le 03 décembre 1980

Akouvi Massan, née le 07 mars 1984

Kokou Edem, né le 10 février 1987

Guy Mario Komlan, né le 20 juillet 1993.

Les retenues restant dues par M. ADJOGNON Messan au titre de validation seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 796/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension d'ancienneté (indice 1750, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION QUATRE VINGT DOUZE MILLE DEUX CENT QUARANTE (1.092.240) FRANCS pour compter du 1^{er} avril 1996 et de UN MILLION CENT QUARANTE SIX MILLE HUIT CENT CINQUANTE DEUX (1.146.852) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KPEMBOULE Laré, ingénieur adjoint de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts et du Conditionnement des Produits, admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KPEMBOULE Laré pour compter du 1^{er} avril 1996 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après :

Yendoukoa, né le 13 novembre 1968

Pouguinimpo, né le 23 mars 1971

Moniwabe, née le 19 octobre 1973

Gnoullyame, né le 11 juillet 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à CENT SOIXANTE TROIS MILLE CENT TRENTE SIX (163.836) FRANCS pour compter du 1^{er} avril 1996 et à CENT SOIXANTE DOUZE MILLE VINGT HUIT (172.028) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

M. KPEMBOULE Laré pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Lampouguini, née le 10 décembre 1982

Damgale, née le 10 septembre 1993.

Les retenues restant dues par M. KPEMBOULE Laré au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente décision.

Décision n° 797/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension civile proportionnelle (indice 850, pourcentage 71,25 % au montant de CINQ CENT VINGT NEUF MILLE DEUX CENT (529.200) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme SAPA Akossiwa Dotuwo épouse TENGUE, institutrice adjointe de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'enseignement admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Les retenues restant dues par Mme SAPA Akossiwa Dotuwo épouse TENGUE au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 798/CRT-DP du 3/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1450, pourcentage 75 %) au montant annuel de NEUF CENT CINQUANTE MILLE DEUX CENT SOIXANTE SIX (950.256) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TENA Batako, Contrôleur des Douanes principal 1^{er} échelon du corps du personnel de la Douane, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TENA Batako pour compter du 1^{er} janvier 1997 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Kanma Lydie, née le 22 octobre 1969

Bakaïma Madera, née le 18 avril 1972

Tantidjouma, née le 16 avril 1977

Sagou Bagnerma, né le 07 avril 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUARANTE DEUX MILLE CINQ CENT TRENTE NEUF (142.539) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1997.

M. TENA Batako pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Diyama, née le 04 juillet 1981

Gomsima Mabah, née le 16 février 1984.

Décision n° 799/CRT-DP du 3/7/97 - Une pension civile d'ancienneté (indice 2100, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION TROIS CENT SOIXANTE SEIZE MILLE DEUX CENT VINGT (1.376.220) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. MENSAH Komla Izéssou, Professeur de CEG de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Enseignement admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. MENSAH Komla Izéssou pour compter du 1^{er} septembre 1996 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Komlan Kadjoli, né le 12 septembre 1967

Yawa Uzem, née le 30 octobre 1969

Yawa Lonim, née le 13 mai 1971

Kossi Mokpokpo, né le 11 août 1974.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT SIX MILLE QUATRE CENT TRENTE TROIS (206.433) FRANCS pour compter du 1^{er} septembre 1996.

Les retenues restant dues par M. MENSAH Komla Izéssou au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 800/CRT-DP du 3/7/97 - Une pension civile d'ancienneté (indice 800, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION QUATRE CENT QUARANTE CINQ MILLE QUARANTE (1.445.040) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SALAH Efoé Kouassi professeur de CEG de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Enseignement admis à la retraite.

La date de jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SALAH Efoé Kouassi, pour compter du 1^{er} septembre 1996 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Kâleto Tsidigan Komi, né le 25 décembre 1965

Nolatsidivi Komi, né le 03 mai 1969

Dzivi Aine Yaovi, né le 16 mars 1972

Djéadjé Messan Komi, né le 22 mars 1975

Ekui Nadia Fakonam, née le 24 avril 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à DEUX CENT QUATRE VINGT NEUF MILLE HUIT (289.008) FRANCS pour compter du 1^{er} septembre 1996.

Les retenues restant dues par M. SALAH Efoé Kouassi au titre de validation seront déduites des arrérages de présente pension.

Décision n° 801/CRT-DP du 3/7/97 - Une pension civile d'ancienneté (indice 1550, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION QUINZE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT HUIT (1 015 788) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AMOUZOU Kpakpo, Adjoint Technique en chef 2^e échelon du corps du personnel des Travaux Publics, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1997.

M. AMOUZOU Kpakpo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 4^e rang) ci-après désignés :

Adoté, né le 04 août 1968

Adoté, né le 19 mai 1969

Adoté, né le 21 septembre 1985

Adoté, né le 22 janvier 1990.

Les retenues restant dues par M. AMOUZOU Kpakpo au titre de validation seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 802/CRT-DP du 4/7/97 - Une pension civile d'ancienneté concédée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. COULIBALEY Bony Thécoulah, Commissaire de Police de 4^e échelon par arrêté n° 425/MEF/CR du 22 octobre 1979 est révisée et fixée au taux de 80 % des émoluments correspondant au grade de Commissaire de Police principal 3^e échelon indice 2200 pour compter du 23 juillet 1991 en vertu des dispositions de l'article 45 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Le montant annuel de cette pension révisée est fixée à UN MILLION QUATRE CENT SOIXANTE QUATRE MILLE SIX CENT QUARANTE HUIT (1.464.648) FRANCS pour compter du 23 juillet 1991 et à UN MILLION CINQ CENT

TRENTE SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE DOUZE (1 537 872) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Le montant annuel de la majoration allouée à M. COULIBALEY Bony Thécoulah (taux 25 %) est fixé à TROIS CENT SOIXANTE SIX MILLE CENT SOIXANTE DEUX (366 162) FRANCS pour compter du 23 juillet 1991 et à TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLE QUATRE CENT SOIXANTE HUIT (384.468) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Les retenues restant dues au titre de validation de périodes et de réajustement indiciaire et les sommes perçues au titre de l'arrêté n° 425/MFE/CR du 22 octobre 1979 pour compter du 23 juillet 1991 seront déduites des arrérages de la présente pension.

Le reste sans changement.

Décision n° 803/CRT-DP du 7/7/97 — Une pension civile proportionnelle (indice 750, pourcentage 73,75 %) au montant annuel de QUA TRE CENT SOIXANTE MILLE TROIS CENT HUIT (460 308) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1995 et de QUATRE CENT QUATRE VINGT TROIS MILLE TROIS CENT VINGT QUATRE (483.324) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme GBENYOH Nako épouse KOFFI, Adjoint Administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'Administration Générale, admise à la retraite.

Les retenues restant dues par Mme Gbenyoh Nako épouse KOFFI au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 804/CRT-DP du 4/7/97 — Une pension unique (indice 1800, pourcentage 72,50 % d'un montant de DEUX MILLION CENT SOIXANTE DOUZE MILLE (2 172 000) FRANCS équivalent à quatre(4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve DOGBOE Ama Esesime (née DUMENU) épouse de feu DOGBE Koku Hvi, professeur de C.E.G. de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel de l'Enseignement décédé en activité le 3 novembre 1995.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1er ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de CENT HUIT MILLE SIX CENTS (108.600) FRANCS pour compter du 1^{er} décembre 1995 et de CENT QUATORZE MILLE TRENTE (114.030) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés : (dans la limite de cinq enfants).

Koku Devia Edoh, né le 04 novembre 1976.

Komlavi, né le 04 juin 1976

Komi, né le 25 octobre 1984

Komlavi Amevor, né le 20 novembre 1986

Komlan Evenyo, né le 05 septembre 1988

Komi Thomas, né le 24 septembre 1994.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mlle DOGBE Essi Akpèné Administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Les retenus restant dues par feu DOGBE Koku Hovi au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente décision.

Décision n° 805/CRT-DP du 3/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. d'ALMEIDA Ayité Gamélé, Ingénieur de Travaux Agricoles Principal 3^e échelon (indice 2000, pourcentage 75 %) du corps du personnel de l'Agriculture de l'Elevage, des Forêts et du Conditionnement des produits une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale de UN MILLION TROIS CENT DIX MILLE SIX CENT QUA TRE VINGT HUIT (1.310.688) FRANCS l'an au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Dédé Délali, née le 17 novembre 1970

Kokoè Akpé, née le 29 mars 1974

Kayi Yabo, née le 07 septembre 1980.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à CENT TRENTE UN MILLE SOIXANTE NEUF (131.069) FRANCS.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. d'ALMEIDA yité Gamélé ne pourra plus bénéficier pour compter du 1^{er} février 1997 des allocations familiales au de son enfant ci-après désigné :

Kayi Yabo, née le 07 septembre 1980.

Décision n° 809/CRT-DP du 7/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 825, pourcentage 76,25 %) au montant annuel de CINQ CENT VINGT TROIS MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT HUIT (523.488) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1992 et de CINQ CENT QUARANTE NEUF MILLE SIX CENT QUATRE VINGT DOUZE (549.672) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DJOBO Saïbou, Brigadier de Police 5^e échelon du corps du personnel de la Sûreté Nationale, admis à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DJOBO Saïbou pour compter du 1^{er} janvier 1992 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Aboudourazakou, né le 21 janvier 1969
Assimiou, né le 10 octobre 1972
Sakibou, né le 04 août 1973
Issaou, né le 04 janvier 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE DIX HUIT MILLE CINQ CENT VINGT TROIS (78.523) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1992 et à QUATRE VINGT DEUX MILLE QUATRE CENT CINQUANTE UN (82.451) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996.

M. DJOBO Saïbou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1992 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Adiétou, née le 25 août 1977
Rabiou, né le 10 septembre 1981
Aridjatou, née le 20 novembre 1983
Saliou, né le 07 mars 1984
Rassidatou, née le 29 mai 1986
Réinétou, née le 20 juin 1989
Haïratou, née le 15 janvier 1982.

Les retenues restant dues par M. DJOBO Saïbou au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 810/CRT-DP du 7/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de SIX CENT SOIXANTE QUATRE MILLE QUATRE VINGT (664.080) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKELE Kondy, Sergent-chef 6^e échelon n° mle 1292 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKELE Kondy pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après :

Essopha, né le 12 mars 1976
Esso-Tchawou, né le 14 février 1978
Téné, né le 05 juillet 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE SIX MILLE QUATRE CENT HUIT (66.408) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. AKELE Kondy pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Décision n° 811/CRT-DP du 9/7/97 — Une pension civile proportionnelle (indice 2800, pourcentage 70 %) au montant annuel de UN MILLION SEPT CENT DOUZE MILLE SIX CENT VINGT HUIT (1.712.628) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SOUGOULIMPO Kérimou, Vétérinaire-Inspecteur Général de classe exceptionnelle, du corps du personnel de la Santé, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1997.

M. SOUGOULIMPO Kérimou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Dampoa Taïbatou, née le 11 décembre 1978
Dandja Abdoul' Aziz, né le 23 mai 1983
Mourina L., née le 03 mai 1992
Rafiatou Gourimpo, née le 05 mai 1995.

Les retenues restant dues au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 812/CRT-DP du 9/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1000, pourcentage 75 %) au montant annuel de SIX CENT CINQUANTE CINQ MILLE TROIS CENT QUARANTE QUATRE (655 344) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. HEGNON Kofi Adonsou, Instituteur Adjoint de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. HEGNON Kofi Adonsou pour compter du 1^{er} septembre 1996 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Kossi, né le 09 février 1969
Kokou, né le 07 mars 1973
Komigan, né le 12 avril 1975.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à SOIXANTE CINQ MILLE CINQ CENT TRENTE QUATRE (65.534) FRANCS pour compter du 1^{er} septembre 1996.

M. HEGNON Kofi Adonsou pourra prétendre, pour compter au 1^{er} septembre 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Amêvi, née le 22 juillet 1978
 Agochi, née le 20 août 1981
 Kofivi Fofu, né le 17 février 1984
 Ama, née le 14 février 1987.

Les retenues restant dues par M. HEGNON Kofi Adonsou au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 813/CRT-DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de CINQ CENT QUATRE VINGT QUATORZE MILLE CENT QUATRE VINGTS (594.180) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DJONDO Akakpo, Maréchal des Logis 7^e échelon n° mle 1133 du corps du personnel des Forces Armées Togolaise, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DJONDO Akakpo pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Tassivi, née le 15 juin 1970
 Agbeko, né le 13 juillet 1970
 Amanavi, née le 17 septembre 1972
 Kowuvi, né le 19 décembre 1974
 Koffi, né le 11 juillet 1975
 Dodjivi, née le 06 septembre 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à CENT QUARANTE HUIT MILLE CINQ CENT QUARANTE CINQ (148.545) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. DJONDO Akakpo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Akuavi, née le 27 septembre 1978
 Koffigan, né le 10 novembre 1978
 Kokouvi, né le 13 février 1980
 Sénaya, né le 07 mai 1983
 Mensah, né le 15 janvier 1986
 Kokou Gnakpogbé, né le 12 mars 1986.

Décision n° 814/CRT-DP du 9/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de HUIT CENT TRENTE HUIT MILLE HUIT CENT QUARANTE HUIT (838.848) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1997 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. d'ALMEIDA Dossou Afantchao Adjudant 4^e échelon n° mle 358 du corps du personnel des Gardiens de Préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. d'ALMEIDA Dossou Afantchao pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ayaba Gbénouton, née le 02 janvier 1975
 Kodjo, né le 11 août 1975
 Kouassi, né le 10 juillet 1977
 Ablavi, née le 14 août 1979
 Kodjo, né le 24 septembre 1979
 Yawovi, né le 04 juin 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT NEUF MILLE SEPT CENT DOUZE (209.712) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. d'ALMEIDA Dossou Afantchao pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Afiavi, née le 09 octobre 1981
 Koffi, né le 09 septembre 1983
 Kossi, né le 25 mai 1986
 Ambavi, née le 09 août 1986
 Comlavi Faudjo, né le 11 octobre 1988
 Adjowavi, née le 02 octobre 1989
 Akouwavi, née le 09 décembre 1990
 Fasimé Benjamine, née le 31 mars 1993
 Kodjovi, né le 10 juillet 1995
 Massan, née le 13 février 1996.

Décision n° 815/CRT-DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 480, pourcentage 65 %) au montant annuel de DEUX CENT CINQUANTE NEUF MILLE SIX CENT QUARANTE QUATRE (259.644) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1996 et DEUX CENT SOIXANTE DOUZE MILLE SIX CENT VINGT HUIT (272.628) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NANKOUME Akanto, Soldat de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 2740 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

M. NANKOUME Akanto pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Makém, née le 15 juin 1981
Aloinam, née le 1^{er} août 1983
Aloitchou, né le 1^{er} août 1983
Atchakenem, né le 15 mars 1985
Kpantchalem, née le 17 mai 1987
Kossivi, né le 13 octobre 1989
Partcha, né le 17 mai 1994.

Décision n° 816/CRT-DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de QUATRE CENT CINQ MILLE SIX CENT QUATRE VINGT SEIZE (405.696) FRANCS pour compter du 1^{er} mai 1996 et de QUA TRE CENT VINGT MILLE NEUF CENT QUATRE VINGT HUIT (425.988) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AREGBA Ayao, Caporal-chef 6^e échelon n° mle 2201 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

M. AREGBA A yao pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Miskpa Koffi, né le 06 mars 1981
Kpakoute, née le 11 août 1984
Atana kossi, né le 03 août 1986.

Décision n° 817/CRT-DP du 10/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1550, pourcentage 75 %) au montant annuel de UN MILLION QUINZE MILLE SEPT CENT QUATRE VINGT HUIT (1.015.788) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBOGAWO Lamègou Yao, Contrôleur des PTT Principal 2^e échelon du corps du personnel des Postes et Télécommunications admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse de M. AGBOGAWO Lamègou Yao pour compter du 1^{er} janvier 1997 une majoration pour enfants au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Afi Ambaa, née le 23 septembre 1966
Abla Tamkpeba, née le 24 septembre 1968
Nadare Logtabe, née le 23 avril 1970

Amavi Yoga, née le 29 janvier 1972
Diyèlinawoè Taaka, née le 06 mars 1974
Yawa Madjemba, née le 09 mai 1974.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à DEUX CENT CINQUANTE TROIS MILLE NEUF CENT QUARANTE SEPT (253.974) FRANCS pour compter du 1^{er} janvier 1997.

M. AGBOGAWO Lamègou Y ao pourra prétendre pour compter du 1^{er} janvier 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Mibirim, né le 16 mai 1980
Dijulen, née le 22 mai 1980
Magnoudéwa Ka'bé, née le 29 mai 1983.

Les retenus restant dues par M. AGBOGAWO Lamègou Yao au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 818/CRT-DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 550, pourcentage 65 %) au montant annuel de TROIS CENT DOUZE MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE (312.384) FRANCS est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. OURO-TAGBA Oumorou, Gendarme Adjoint de 1^{re} classe n° mle 4071 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. OURO-TAGBA Oumorou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Zariyatou, née le 02 mai 1979
Rabiétou, née le 04 février 1982
Kamardin, né le 27 mai 1984
Salami, né le 05 mars 1987
Issifou, né le 17 mars 1989
Rafatou, née le 07 décembre 1989
Wassira, née le 27 avril 1991
Moufani, né le 24 avril 1992
Saria, née le 07 novembre 1996.

Décision n° 819/CRT-DP du 10/7/97 — Une pension civile proportionnelle (indice 1550, pourcentage 58,75 %) au montant annuel de SEPT CENT CINQUANTE SEPT MILLE HUIT CENT DOUZE (757.812) FRANCS pour compter du 1^{er} septembre 1995 et de SEPT CENT QUA TRE VINGT

QUINZE MILLE SIX CENT QUATRE VINGT SEIZE (795.696) FRANCS pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme TAY Adjo épouse HUKPORTIE, Institutrice principal principale 2^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admise à la retraite.

Mme TAY Adjo épouse HUKPORTIE pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1995 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Komlavi M., né le 05 octobre 1976
 Aku Essinam, née le 20 septembre 1978
 Afi Elikplim, née le 13 janvier 1984
 Yao Sénamé, né le 18 juin 1987.

Les retenues restant dues par Mme TAY Adjo épouse HUKPORTIE au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision N° 820/CRT/DP du 10/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve ADEKAMBI Sifaou née ADEDJOUA Mamadou, épouse de feu ADEKAMBI Mouftawou, adjudant 3^e échelon n° mle 0822 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 1050, pourcentage 54 %), décédé en activité le 25 février 1990, une pension de veuve au montant annuel de deux cent trente cinq mille neuf cent vingt quatre (235.924) francs pour compter du 1^{er} mars 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. ADEKAMBI Nourou, chargé de leur tutelle.

Par application des dispositions de l'article 28 paragraphe 11 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 la pension viagère devant revenir à la veuve ADEKAMBI Sifaou, décédée le 24 mai 1995 est reversée à ses enfants mineurs ci-après désignés :

Farouk, né le 23 avril 1976
 Zilliatou, née le 1^{er} novembre 1977
 Abdel Rachal, né le 1^{er} février 1980
 Mohamed, né le 31 juillet 1981.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. ADEDJOUA Latifou, chargé de leur tutelle.

Décision N° 821/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1380, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante quatre mille six cent soixante huit (964.668) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADJOLO Wyao Longuewa, adjudant 4^e échelon 2 n° mle 1566 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADJOLO Wyao Longuewa pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Massilé, née le 24 septembre 1976
 Baa-ni, né le 27 décembre 1976
 Mamayo, née le 27 janvier 1980
 Yélé, né le 21 septembre 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quarante quatre mille sept cents 144.700) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. ADJOLO Wyao Longuewa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Mawa, née le 23 juillet 1982
 Mozino, né en 1988
 Awélé, né le 25 septembre 1994.

Décision N° 822/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 480, pourcentage 65 %) au montant annuel de deux cent cinquante neuf mille six cent quarante quatre (259.644) francs pour compter du 27 mai 1996 et de deux cent soixante douze mille six cent vingt sept (272.627) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BADA-BAKI Kpatcha, soldat de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 2482 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

M. BADABAKI Kpatcha pourra prétendre, pour compter du 27 mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Tchilalo, née le 20 novembre 1980
 Atchalimodom, né le 25 octobre 1981
 Essoyomèwè, née le 29 octobre 1981
 Madan-Ani, né le 8 juin 1983
 Mondjonebè, né le 14 novembre 1983
 Wiyao, né le 2 mars 1986.

Décision N° 823/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingts (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KPOGLO Komlan, Maréchal des Logis 7^e échelon 1 n° mle 1472 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KPOGLO Komlan pour compter du

1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Komlatsé Agbégnowukou, né en 1966
Kossivi, né le 27 novembre 1967
Adjo, née le 27 avril 1970
Abla, née le 2 juillet 1976
Adjowa, née le 20 septembre 1976
Affiavi, née le 2 juin 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quarante huit mille cinq cent quarante cinq (148.545) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. KPOGLO Komlan pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 15^e rang) ci-après désignés :

Kokouda, né le 13 mai 1979
Ayawavi Ahoéfa, née le 6 novembre 1980
Kossi Gameli, né le 27 février 1983
Akouvi Kafui, née le 2 avril 1986
Ablavi Egnonam, née le 8 avril 1986
Akoété, né le 27 novembre 1986
Akoélé, née le 27 novembre 1986
Kokouvi, né le 10 décembre 1986
Ayawa Dopé, née le 18 mai 1995:

Décision N° 824/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingts (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AWOUSI Adjété, Maréchal des Logis 7^e échelon n° mle 1440 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. AWOUSI Adjété pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Adjégan Jacques, né le 8 juillet 1977
Adjélévi Micheline, née le 15 mars 1980
Adjé Koké Dominique, né le 29 août 1982
Adjoko Solange, née le 29 novembre 1983
Séwavi Paul, né le 25 janvier 1985
Lassey Olivier, né le 12 juillet 1993.

Décision n° 825/CRT/DP du 25/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. AKEY Kokouvi, gendarme adjoint de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 2794 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. AKEY Kokouvi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Akouvi Egnonam, née le 22 juillet 1981
Akossiwa Akofa, née le 28 décembre 1986
Yaovi Agbéko, né le 14 septembre 1989
Ablavi Dzibodi, née le 20 novembre 1990
Yaovi Mawouéna Désiré, né le 6 mai 1993.

Décision n° 826/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre vingt (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SEI Kobéyé, Maréchal des Logis-chef 6^e échelon échelle 1 n° mle 1335 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SEI Kobéyé pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Nunko, née le 25 avril 1966
Damba, née le 9 juin 1969
Bossas, née le 25 janvier 1973
Agba, né le 20 juillet 1975
Kogma, née le 13 avril 1977
Tirankpa, né le 5 août 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante six mille vingt (166.020) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. SEI Kobéyé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Kpandjapou, née le 23 septembre 1979
Larba, née le 11 septembre 1980
Djabi, née le 17 septembre 1981
Tchonanké, née le 17 mars 1986.

Décision n° 827/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingts (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKOTO Atsu, Maréchal des Logis-chef 4^e échelon échelle 1 n° mle 1173 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AKOTO Atsu pour compter du 1^{er}

juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Abra Délali, née le 29 juillet 1975
Koffi Mawunyé, né le 14 juillet 1978
Kodzo Elom, né le 12 novembre 1979

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante neuf mille quatre cent dix huit (59.418) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. AKOTO Atsu pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 15^e rang) ci-après désignés :

Komlan Xolali, né le 20 novembre 1984
Ami Mawusinou, née le 2 février 1985
Afi Akpédzé, née le 22 août 1986
Komlan Ségnon, né le 8 décembre 1987
Akouvi, née le 16 mars 1988
Amivi Eméfa, née le 18 août 1990
Kokou Sédoufia, né le 5 septembre 1990
Kosi David, né le 14 mars 1993
Kokouvi Olivier, né le 5 mai 1993
Yawo Yayra Jules, né le 25 avril 1996
Adjo Atawa Bernadine, née le 20 mai 1996
Adjo Atawa K. Bernadette, née le 20 mai 1996.

Décision n° 828/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ABEYA Tchila, gardien de Préfecture 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 685 du corps du personnel des Gardiens de Préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mai 1997.

M. ABEYA Tchila pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mai 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Batawosse, née le 23 janvier 1981
Batoulouzim, né en 1981
Mafaiyerou, né le 8 juillet 1983
Dermane, né le 12 juin 1986
Patating, née le 5 août 1989
Essolaki, né le 19 décembre 1992.

Décision n° 829/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1400, pourcentage 75 %) au montant annuel de neuf cent dix sept mille quatre cent quatre vingt quatre (917.484) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NABEDE Kpatcha Awizoba, professeur de CEG de 3^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. NABEDE Kpatcha Awizoba pour compter du 1^{er} septembre 1996 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Tchazima, né le 24 avril 1962
Pidénèbè Hodalo, née le 18 novembre 1964
Poziyouféyi, né le 8 novembre 1966
Afloum, née le 11 août 1968
Kondo Bawibadi, né le 8 janvier 1971
Koudjoukalo Essodina, née le 15 juin 1972.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent vingt neuf mille trois cent soixante onze (229.371) francs pour compter du 1^{er} septembre 1996.

Décision n° 830/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1100, pourcentage 80 %) au montant annuel de sept cent soixante huit mille neuf cent trente six (768.936) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KONDI Gado, Maréchal des Logis-chef 6^e échelon échelle 2 n° mle 1414 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KONDI Gado pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Kpanté, né le 13 août 1976
Djawal, né le 28 juillet 1978
Binaba, née le 22 novembre 1980

Ce taux est porté à 15 % pour compter du 1^{er} août 1997 au titre de son 4^e enfant Nadjombé né le 27 juillet 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante seize mille huit cent quatre vingt quatorze (76.894) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997 et à cent quinze mille trois cent quarante (115.340) francs pour compter du 1^{er} août 1997.

M. KONDI Gado pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Nadjombé, né le 27 juillet 1981
Nataka, née le 5 décembre 1983
Gnon, né le 7 juin 1984
N'Gafouma, née le 29 octobre 1987
Dapou, née le 15 août 1988
Mandina, née le 19 juillet 1991
Yoyime, né le 16 avril 1992.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. KONDI Gado ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 4^e enfant ci-dessus désigné pour compter du 1^{er} août 1997.

Décision n° 831/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent cinq mille six cent quatre vingt huit (405.688) francs pour compter du 27 mai 1996 et de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AT-CHOTA Torou, Caporal-chef 6^e échelon n° mle 2411 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

M. ATCHOTA Torou pourra prétendre, pour compter du 27 mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Tapa, né le 18 décembre 1977
Walawi, né le 6 octobre 1980
Antena, né le 2 avril 1983
Hinta, né le 22 décembre 1994.

Décision n° 832/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 480, pourcentage 65 %) au montant annuel de deux cent cinquante neuf mille six cent quarante quatre (259.644) francs pour compter du 1^{er} mai 1996 et de deux cent soixante douze mille six cent vingt huit (272.628) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. YAOU Daouda, Soldat de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 2694 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

M. YAOU Daouda pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Sahada, née le 19 mai 1979
Abdou Razizou, né le 1^{er} janvier 1984
Abou, né le 10 juillet 1985
Idrissou, né le 2 juin 1986
Yasmine, née le 19 juillet 1991
Gado, né le 27 mai 1995.

Décision n° 833/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 2650, pourcentage 78,75 %) au montant annuel de un million sept cent trente six mille six cent soixante quatre (1.736.664) francs pour compter du 1^{er} avril 1996 et de un million huit cent vingt trois mille quatre cent quatre vingt seize (1.823.496) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme ADJALLE Akua, épouse NOMESSI, Inspecteur central de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel du Trésor, admise à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme ADJALLE Akua, épouse NOMESSI pour compter du 1^{er} avril 1996, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Lolali Abia, née le 2 mai 1967
Akossiwa, née le 21 février 1971
Elikplim Adjoa, née le 25 février 1974
Kokou Akpene, né le 28 mai 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent soixante mille cinq cents (260.500) francs pour compter du 1^{er} avril 1996 et à deux cent soixante treize mille cinq cent vingt quatre (273.524) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Les retenues restant dues par Mme ADJALLE Akua épouse NOMESSI au titre de validation seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 834/CRT/DP du 9/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 850, pourcentage 75 %) au montant annuel de cinq cent cinquante sept mille cinquante deux (557.052) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AHEBOR Kwaovi, Instituteur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même Caisse à M. AHEBOR Kwaovi pour compter du 1^{er} septembre 1996, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Kossigan, né le 6 février 1972
Akouavi, née le 17 avril 1974
Dodji, né le 31 janvier 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante cinq mille sept cent cinq (55.705) francs pour compter du 1^{er} septembre 1996.

M. AHEBOR Kwaovi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Ahofa, né le 15 décembre 1977
Komi, né le 13 janvier 1979
Koffi, né le 11 avril 1980
Akoèba Akpédjé, née le 19 juin 1983
Kodjovi, né le 22 août 1991.

Les retenues restant dues par M. AHEBOR Kwaovi au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension;

Décision n° 835/CRT/DP du 9/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1350, pourcentage 75 %) au montant annuel de huit cent quatre vingt quatre mille sept cent vingt quatre (884.724) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ALI Zoumarou Lantam, adjoint technique de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel des Chemins de Fer du Togo admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. ALI Zoumarou Lantam pour compter du 1^{er} octobre 1996, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

N'Ko, née le 10 décembre 1967
 Piou, né le 18 mai 1972
 Saum, née le 20 juillet 1974
 Kpandjapou, née le 24 janvier 1977
 Kankumpou, née le 22 juillet 1979

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante seize mille neuf cent quarante cinq (176.945) francs pour compter du 1^{er} octobre 1996.

M. ALI Zoumaro Lantam pourra prétendre pour compter du 1^{er} octobre 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés.

Lado, né le 29 mai 1989
 Tafa, né le 21 août 1992.

Décision n° 836/CRT/DP du 9/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TIGANKPA Kpakpa, Gardien de Préfecture, de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 680 du corps du personnel des Gardiens de Préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mai 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. TIGANKPA Kpakpa pour compter du 1^{er} mai 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Kpandé, né le 17 mars 1977
 Bamab, née le 24 juillet 1979
 Gnogno, né le 28 avril 1981

Ce taux est porté à 15 % pour compter du 1^{er} juillet 1997 au titre de son 4^e enfant Dapou, né le 22 juin 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante deux mille cinq cent quatre vingt dix huit (42.598) francs pour compter du 1^{er} mai 1997 et à soixante trois mille huit cent quatre vingt dix sept (63.897) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. TIGANKPA Kpakpa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mai 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales, au titre de ses enfants (du 4^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Dapou, né le 22 juin 1981
 Gbati, né le 10 mai 1983
 Djaï, née le 2 septembre 1984
 Dodo, né le 22 décembre 1985
 Abdou, né le 8 novembre 1987
 Kondi, né le 24 novembre 1990
 Ayido, née le 25 septembre 1991
 Bossa, née le 6 juin 1993.

Par application des dispositions de l'article 20 paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. TIGANKPA

Kpakpa ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant Dapou né le 22 juin 1981 pour compter du 1^{er} juillet 1997.

Rectificatif du 11/7/97 à la décision n° 1046/96/CRT/DP du 27 août 1996 portant concession de pension d'orphelins

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Da Silva Ayao, chargé de leur tutelle.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme Franklin Povi, née Akakpovi, chargée de leur tutelle.

Le reste sans changement.

Décision n° 837/CRT/DP du 9/7/97 — Une pension unique (indice 2500, pourcentage 60 %) d'un montant de deux millions quatre cent quatre vingt seize mille cinq cent cinquante deux (2.496.552) francs équivalant à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve POCANAM Afa Ablavi Djatougbe, née ANYRON, épouse de feu POCANAM Mèyèba, professeur de 1^{re} classe 22^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, décédé en activité le 20 décembre 1994.

En application des dispositions de l'article 27-paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de cent vingt quatre mille huit cent vingt huit (124.828) francs pour compter du 1^{er} janvier 1995 et de cent trente et un mille soixante neuf (131.069) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Bièli Elom, né le 22 octobre 1981
 Damigou Djidjoe, née le 19 juin 1984
 Yempab Ata Mô, né le 17 juin 1986.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve POCANAM Afa Ablavi Djatougbe, née ANYRON administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Les retenus restant dues par feu POCANAM Mèyèba au titre de la validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 838/CRT/DP du 9/7/97 — Une pension unique (indice 1750, pourcentage 38,75 %) d'un montant de un million cent vingt huit mille six cent quarante huit (1.128.648) francs équivalant à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du

Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve WAKIYOU Loso née AWADE, épouse de feu WAKIYOU Abalo, professeur de 3^e classe 4^e échelon (indice 1750, pourcentage 38,75 %) du corps du personnel de l'Enseignement, décédé en activité le 25 juin 1993.

En application des dispositions de l'article 27 paragraphe IV alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de cinquante six mille quatre cent trente trois (56.433) francs pour compter du 5 septembre 1993 et de cinquante neuf mille deux cent cinquante cinq (59.255) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Patoma, né le 20 juillet 1979
Abaloson, né le 11 mai 1982
Aminita, née le 12 avril 1982
Alaki, né le 17 février 1986
Kéméhalo, née le 19 juin 1989.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. WAKIYOU Tchali, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 839/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension unique (indice 1750, pourcentage 80 %) d'un montant de deux millions trois cent trente mille cent douze (2.330.112) francs équivalant à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve MOROU Nancy Samata, née MOUSSA, épouse de feu MOROU Asman, animateur de programme de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Radiodiffusion en retraite, décédé le 7 juillet 1994.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de cent seize mille cinq cent six (116.506) francs pour compter du 29 janvier 1995 et de cent vingt deux mille trois cent trente deux (122.332) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Ramdane, né le 28 août 1974
Lélatou, née le 8 juillet 1976
Aftar, né le 7 septembre 1983.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve MOROU Nancy Samata, née MOUSSA, administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 840/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension unique (indice 1550, pourcentage 65 %) d'un montant de un million six cent soixante seize mille huit cent cinquante six (1.676.856) francs équivalant à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve TEVI Déhodé, née KLOUSSEH, épouse de feu TEVI Edoé Lassey, instituteur principal 2^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, décédé en activité le 31 juillet 1994.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de quatre vingt trois mille huit cent quarante trois (83.843) francs pour compter du 13 septembre 1994 et de quatre vingt huit mille trente cinq (88.035) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de 5 enfants).

Kafui, née le 2 août 1974
Agbenyigan, né le 29 janvier 1975
Sénane, né le 9 mars 1975
Doeley Délali, née le 26 juin 1978
Adjété Djodji, né le 22 avril 1979
Doéley, née le 18 juin 1979
Adjé, né le 1^{er} janvier 1980
Akoko Essénam, née le 26 mars 1980
Doétey Woglo, né le 8 août 1981
Kpoti Sédoto, né le 17 mai 1982
Edoh Elom, né le 5 octobre 1982
Adjélé Amétowoyona, née le 7 mai 1983
Doeko Akpéné, née le 25 novembre 1983
Lakoélé Kayi, née le 6 avril 1987
Adjété Eli, né le 12 mai 1988
Tchotcho Séfako, née le 12 octobre 1990.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mlle TEVI Doeley Akpédzé, administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Les retenues restant dues par feu TEVI Edoé Lassey au titre de validation de période seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 841/CRT/DP du 10/7/97 — Une pension unique (indice 800, pourcentage 53,75 %) d'un montant de trois cent cinquante sept mille huit cent trente sept (357.837) francs équivalant à quatre années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve DJOGBESSI Akouavi, née AGBEZOUHLON
Mme veuve DJOGBESSI Ablavi, née AMOUZOU

épouses de feu DJOGBESSI Kokouda Georges, maréchal des Logis-chef 3^e échelon n° mle 109 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (en retraite) décédé le 18 février 1996.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Décision n° 842 CRT DP du 10 7 97 — Une pension unique (indice 480, pourcentage 65 %) d'un montant de cinq cent dix neuf mille deux cent quatre vingt huit (519.288) francs équivalant à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve AKPAI Amiah, née KAGNIKA, épouse de feu AKPAI Magamana, soldat de 1^{re} classe 6^e échelon, n° mle 2421 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé le 30 décembre 1995.

Cette pension est augmentée d'une rente unique d'invalidité (indice 300, pourcentage 100 %) afférente à l'indice initial de la catégorie des hommes de troupe, d'un montant de quatre cent quatre vingt dix neuf mille trois cent huit (499.308) francs.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension et rente de veuve prévues à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente temporaire d'invalidité au montant annuel de vingt huit mille neuf cent soixante (28.960) francs pour compter du 1^{er} janvier 1996 et de trente mille quatre cent huit (30.408) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Essognima, née le 22 décembre 1980
Makanawè, née le 28 mai 1995
Bihenawè, née le 28 mai 1995.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. AKPAYI Anaté, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 843 CRT DP du 10 7 97 — Une pension unique (indice 480, pourcentage 60 %) d'un montant de quatre cent soixante dix neuf mille trois cent trente six (479.336) francs équivalant à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve KAO Hodalo, née ANAH, épouse de feu KAO Aboziso, soldat de 1^{re} classe 6^e échelon, n° mle 3342 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en activité le 19 décembre 1993.

Cette pension est augmentée d'une rente unique d'invalidité (indice 300, pourcentage 100 %) afférente à l'indice initial de la catégorie des hommes de troupe, d'un montant de quatre cent quatre vingt dix neuf mille trois cent huit (499.308) francs.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 1^{er} janvier 1994, une pension temporaire d'orphelins augmentée d'une rente temporaire d'invalidité à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés dans la limite de cinq :

Pigbeda Essomanam, né le 10 juillet 1980
Peheyam, né le 20 octobre 1982
Pigbeda Peloufeyim, né le 17 mars 1983
Pigbèda Kpatcha, né le 28 août 1983
Pigbèda Naka, née le 10 juin 1984
P. Pireniam, né le 26 mai 1988.

Le montant de la pension temporaire d'orphelins augmentée de la rente d'invalidité temporaire est fixé à trente mille neuf cent cinquante sept (30.957) francs pour compter du 1^{er} janvier 1994 et à trente deux mille cinq cent cinq (32.505) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 en vertu des dispositions de l'article 28, paragraphe I, alinéa 4 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I, alinéa 1 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve KAO Hodalo, née ANAH, chargée de leur tutelle.

Décision n° 844/CRT/DP du 10/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo à Mme veuve BAKETI Améyo, née MEDOUGOUA, épouse de feu BAKETI Nahoué, gendarme de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 90 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 650, pourcentage 53,75 %) en retraite décédé le 3 novembre 1993, une pension de veuve au montant annuel de cent quarante cinq mille trois cent soixante quatorze (145.374) francs pour compter du 13 août 1995 et de cent cinquante deux mille six cent quarante trois (152.643) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Décision n° 845/CRT/DP du 10/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, une pension de veuve (indice 1200, pourcentage 66,25 %) au montant annuel de quatre vingt deux mille six cent quatre vingt dix huit (82.698) francs pour compter du 19 mars 1996 et de quatre vingt six mille huit cent trente quatre (86.834) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve EDEOU Nèndo, née ABETE
Mme veuve EDEOU Akossouwa, née AWONI
Mme veuve EDEOU Mariama, née ALPHA
Mme veuve EDEOU Pétibè, née ALOULA,

épouses de feu EDEOU Tchalla, adjudant-chef 3^e échelon n° mle 011 du corps du personnel des gardiens de préfecture, décédé en retraite le 1^{er} janvier 1995.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de soixante six mille cent cinquante huit (66.158) francs pour compter du 22 avril 1996 et de soixante neuf mille quatre cent soixante huit (69.468) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à l'orphelin mineur Médébéo, né le 30 août 1977.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, les émoluments attribués à l'orphelin mineur sus-dénommé seront versés entre les mains de M. EDEOU Mèwèkiwé, chargé de sa tutelle.

Décision n° 846/CRT/DP du 10/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, une pension de veuve (indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de quatre vingt dix neuf mille trente six (99.036) francs à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve AKUESSON Afiyo, née AWUKU pour compter du 1^{er} octobre 1996,

Mme veuve AKUESSON Akpe Afiavi, née de MEDEI-ROS pour compter du 1^{er} janvier 1998,

Mme veuve AKUESSON Tchotchovi Sémého, née AG-BAGLA pour compter du 25 janvier 1999.

épouses de feu AKUESSON Adotévi, maréchal des Logis-chef 4^e échelon n° mle 081 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, en retraite décédé le 10 septembre 1996.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de cinquante neuf mille quatre cent dix huit (59.418) francs pour compter du 1^{er} octobre 1996 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Kokuvi Mawulé, né le 12 novembre 1975

Adoukouevi Toukui, née le 12 octobre 1978

Kalévi, née le 6 août 1981

Abassélé, née le 8 décembre 1987.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. AKUE Adotévi Leva, chargé de leur tutelle.

Décision n° 847/CRT/DP du 10/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve BARRIGAH-BENISSAN Adolévi Tiyofo, née ADUAYI, épouse de feu BARRIGAH-BENISSAN Tétévi, agent d'exploitation de classe exceptionnelle du corps du personnel des PTT (indice 1050, pourcentage 80 %) en retraite décédé le 2 avril 1996, une pension de veuve au montant annuel de trois cent quarante neuf mille cinq cent dix huit (349.518) francs pour compter du 1^{er} mai 1996 et de trois cent soixante six mille neuf cent quatre vingt seize (366.996) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de soixante neuf mille neuf cent quatre (69.904) francs pour

compter du 1^{er} mai 1996 et de soixante treize mille quatre cents (73.400) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 aux orphelins ci-après désignés :

Dédé, née le 18 juin 1979

Daté, né le 7 février 1982.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. BARRIGAH-BENISSAN Datégan, chargé de leur tutelle.

Décision n° 848/CRT/DP du 10/7/97 — Il est alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo aux orphelins de feu KARBA Bahamesso Bozodédé adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 850, pourcentage 80 %) en retraite décédé le 12 janvier 1992, une pension temporaire au montant annuel de cinquante six mille cinq cent quatre vingt neuf (56.589) francs pour compter du 19 août 1992 et de cinquante neuf mille quatre cent dix huit (59.418) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Assima Sodou, né le 6 novembre 1975

Bidénam, née le 1^{er} mars 1977

Youwoudéma, né le 23 avril 1979.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. KARBA Esso Manam, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 849/CRT/DP du 11/7/97 — Une pension unique (indice 850, pourcentage 72,50 %) d'un montant de cinq cent trente huit mille quatre cent soixante seize (538.476) francs équivalent à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve ADAM Assanatou, née ZIBRILA

Mme veuve ADAM Abiba, née DJIBRIL.

épouses de feu ADAM Morou, maréchal des Logis 7^e échelon n° mle 543 du corps du personnel des gardiens de préfecture, décédé en activité le 18 novembre 1996.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue à l'article 1^{er} ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de cinquante trois mille huit cent quarante huit (53.848) francs pour compter du 1^{er} décembre 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés dans la limite de cinq :

Zenabou, née le 23 avril 1977

Arfatou, née le 24 janvier 1979

Chamsoudine, né le 18 mars 1980

Aminou, né le 25 mai 1981

Moustapha, né le 12 février 1982

Faïda, née le 13 septembre 1983

Lésifatou, née le 15 mars 1984

Islam, né le 10 octobre 1984
 Sirina, née le 13 janvier 1985
 Moudihou, né le 27 décembre 1985
 Arafate, né le 3 février 1987
 Sahabi, né le 22 avril 1988
 Makadimou, né le 30 janvier 1989
 Sadate, né le 15 mars 1989
 Raouf, né le 16 septembre 1989.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. AGOUDAH Dana Essowavana, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 850/CRT/DP du 11/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve d'ALMEIDA Mana, née FIAGAN, épouse de feu d'ALMEIDA Ayayi Azobito, agent technique principal de classe exceptionnelle (indice 1750, pourcentage 80 %) du corps du personnel de la Santé publique, en retraite décédé le 13 avril 1996, une pension de veuve au montant annuel de cinq cent quatre vingt deux mille cinq cent vingt huit (582.528) francs pour compter du 1^{er} mai 1996 et de six cent onze mille six cent cinquante huit (611.658) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Décision n° 851/CRT/DP du 11/7/97 — Par application des dispositions de l'article 33, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme veuve TEKOU Ewonouzizi, née FIENOU, épouse de feu TEKOU Foli Charles sous-inspecteur des CFT de 2^e classe 4^e échelon (indice 1050, pourcentage 80 %), décédée le 2 décembre 1994 est reversée à ses coépouses Mmes veuves :

TEKOU Abra, née AMEGASHIE
 TEKOU Dédé, née GABA.

pour compter du 1^{er} juin 1996.

Le montant annuel de la nouvelle pension attribuée aux deux veuves ci-dessus désignées est fixé à cent soixante quatorze mille sept cent cinquante neuf (174.759) francs pour compter du 1^{er} juin 1996 et de cent quatre vingt trois mille quatre cent quatre vingt dix huit (183.498) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Les sommes perçues pour compter du 1^{er} juin 1996 par les deux veuves au titre de l'arrêté n° 226 MEF CR du 28 juin 1980 seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 852/CRT/DP du 11/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de quarante neuf mille cent cinquante un (49.151) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés : (dans la limite de cinq).

Essofa Sadikou, né le 20 octobre 1975
 Lami, née le 11 décembre 1975
 Adjeguidi, née le 9 juin 1978
 Moutaka Kazawèdè, né le 21 septembre 1978
 Kamaloudine, né le 23 juin 1980
 Abdou-Razakou, né le 8 avril 1982
 Abdel-Rachadou, né le 14 avril 1985.

Orphelins de feu ANINAWÉ Zanfara, instituteur adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 750, pourcentage 75 %) du corps du personnel de l'enseignement, en retraite décédé le 5 juin 1996.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. MOUSSA Bouraïma, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 857 CRT DP du 10/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. BATCHASSI Esso, ingénieur d'agriculture de classe exceptionnelle (indice 2800, pourcentage 80 %) du corps du personnel de l'Agriculture, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale de un million huit cent soixante quatre mille quatre vingt douze (1.864.092) francs pour compter du 1^{er} juin 1996 au titre de ses enfants (1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Essobiou, né le 17 juillet 1973
 Baloukina-Eza, née le 7 mars 1979
 Tchadabi, né le 22 mai 1980.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent quatre vingt six mille quatre cent dix (186.410) francs pour compter du 1^{er} juin 1996 et à cent quatre vingt quinze mille sept cent trente (195.730) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. BATCHASSI Esso ne pourra plus bénéficier pour compter du 1^{er} juin 1996 des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés.

Baloukina-Eza, née le 7 mars 1979.
 Tchadabi, né le 22 mai 1980.

Décision n° 858 CRT DP du 10/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. AGBLEY Woko, adjoint 3^e échelon n° mle 0611 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, est porté de 20 à 25 % de sa pension principale de huit cent trente huit mille huit cent quarante huit (838.848) francs l'an pour compter du 1^{er} avril 1997 au titre de son enfant Essi Sefako Atchouou-Délali, née le 1^{er} mars 1981.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à deux cent neuf mille sept cent douze (209.712) francs pour compter du 1^{er} avril 1997.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. AGBLEY Woko ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant ci-dessus désigné pour compter du 1^{er} avril 1997.

Décision n° 859/CRT/DP du 10/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué sur les fonds de la

Caisse de Retraites du Togo à M.TCHAKLIZO Ayité, caporal-chef 5^e échelon n° mle 0456 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale de trois cent vingt six mille cinq cent quatre vingt (326.580) francs l'an pour compter du 1^{er} avril 1997 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Ayi, né le 28 mars 1970
Ayikoué, né le 24 juillet 1972
Dédé Dodji, née le 20 mai 1975.

Ce taux est porté de 10 à 15 % de sa pension principale pour compter du 1^{er} août 1997 au titre de son 4^e enfants Mahussi, née le 5 juillet 1977.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à trente deux mille six cent cinquante huit (32.658) francs pour compter du 1^{er} avril 1997 et à quarante huit mille neuf cent quatre vingt sept (48.987) francs pour compter du 1^{er} août 1997.

Décision n° 860/CRT/DP du 10/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M.TABADI Mèba, sergent-chef 6^e échelon n° mle 2797 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, est porté de 15 à 20 % de sa pension principale de six cent soixante quatre mille quatre vingt douze (664.092) francs l'an pour compter du 1^{er} avril 1997 au titre de son enfant Eyaba, né le 3 février 1981.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent trente deux mille huit cent dix sept (132.817) francs pour compter du 1^{er} avril 1997.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. TABADI Mèba ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant ci-dessus désigné pour compter du 1^{er} avril 1997.

Décision n° 861/CRT/DP du 10/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M.BOUGONOU SALIFOU Kondi, gendarme-adjoint de 1^{re} classe 5^e échelon n° mle 666 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale de deux cent cinquante cinq mille cinq cent quatre vingt huit (255.588) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1997 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Azimi, née en 1974
Gnandi, né le 19 avril 1975
Awali, né le 27 novembre 1975
Djoumayi, née en 1976.

Ce taux est porté de 15 à 20 % de sa pension principale pour compter du 1^{er} juillet 1997 au titre de son 5^e enfant Abdel-Kadher, né le 16 juin 1977.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à trente huit mille trois cent trente huit (38.338) francs pour compter du 1^{er} janvier 1997 et à cinquante un mille cent dix huit (51.118) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

Décision n° 862/CRT/DP du 10/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. BAKAYE Koffi Attara, maréchal des Logis 1^{er} échelon n° mle 456 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, est porté de 10 à 15 % de sa pension principale de quatre cent quatre vingt neuf mille trois cent vingt quatre (489.324) francs l'an pour compter du 1^{er} mai 1997 au titre de son 4^e enfant Koffi Madjouliba, né le 12 avril 1977.

Ce taux est porté de 20 % de sa pension principale pour compter du 1^{er} septembre 1997 au titre de son 5^e enfant Yawa Wokpéta, née le 27 octobre 1977.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à soixante treize mille trois cent quatre vingt dix neuf (73.399) francs pour compter du 1^{er} mai 1997 et à quatre vingt dix sept mille huit cent soixante cinq (97.865) francs pour compter du 1^{er} novembre 1997.

Décision n° 863/CRT/DP du 10/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. KOUMAROKA Lakou, maréchal des Logis-chef 6^e échelon n° mle 296 du corps du personnel des gardiens de préfecture, est porté de 15 à 20 % de sa pension principale de six cent trente deux mille quatre cent soixante (632.460) francs l'an pour compter du 1^{er} mars 1996 et à six cent soixante quatre mille quatre vingt douze (664.092) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 au titre de son 5^e enfant Djada, né le 29 septembre 1978.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent vingt six mille quatre cent quatre vingt douze (126.492) francs pour compter du 1^{er} mars 1996 et à cent trente deux mille huit cent dix huit (132.818) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. KOUMAROKA Lakou ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son enfant ci-dessus désigné pour compter du 1^{er} mars 1996.

Décision n° 864/CRT/DP du 10/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est alloué à M. TEIKA Foli Amatéképé, ingénieur des Travaux Radio en chef 3^e échelon (indice 2000, pourcentage 75 %) du corps du personnel de la Radiodiffusion, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale un million trois cent dix mille six cent quatre vingt huit (1.310.688) francs l'an pour compter du 1^{er} avril 1997 au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Armah, né le 9 mars 1964
Ashangbor, né le 30 septembre 1965
Ayélé, née le 3 mars 1981.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent trente un mille soixante neuf (131.069) francs pour compter du 1^{er} avril 1997.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. TEIKO Foli Amatékpe ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de son 3^e enfant Ayélé, née le 3 mars 1981 pour compter du 1^{er} avril 1997.

Décision n° 865/CRT/DP du 11/7/97 — Est et demeure rapportée la décision n° 168/97/CRT/DP du 3 février 1997 portant révision d'une pension de retraite.

La pension civile proportionnelle, concédée à M. DJADJA Messanvi Têko, brigadier-chef de Police 2^e échelon, est révisée et fixée aux émoluments correspondant au grade de brigadier-chef 3^e échelon (indice 950, pourcentage 49 %) pour compter du 5 décembre 1990, en vertu des dispositions de l'article 45 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Le montant annuel de la pension ainsi révisée est fixé à trois cent quatre vingt sept mille trois cent quatre vingt (387.380) francs pour compter du 5 décembre 1990.

Par application des dispositions de l'article 4 du décret n° 91-208 du 6 septembre 1991, le montant annuel de cette pension est porté à quatre cent quatre vingt quatre mille deux cent vingt quatre (484.224) francs (pourcentage 61,25 %) pour compter du 23 mai 1991 et à cinq cent six mille trois cent soixante quatre (506.364) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Les retenues restant dues par M. DJADJA Messanvi Têko au titre de réajustement indiciaire et les sommes perçues pour compter du 5 septembre 1990 au titre de l'arrêté n° 547/MEF/CR du 21 septembre 1987 seront déduites des arrérages de la présente pension.

Le reste sans changement.

Décision n° 868/CRT/DP du 10/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants accordée à M. KEKEH Ezi, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 1350, pourcentage 75 %) du corps du personnel de l'Enseignement est porté pour compter du 1^{er} mars 1997 de 20 à 25 % de sa pension principale de huit cent quatre vingt quatre mille sept cent douze (884.712) francs l'an au titre de son 6^e enfant ci-après désignée :

Ayaba Kawojou, née le 11 octobre 1979.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à deux cent vingt un mille cent soixante dix huit (221.178) francs pour compter du 1^{er} mars 1997.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. KEKEH Ezi ne pourra plus bénéficier pour compter du 1^{er} mars 1997 des allocations familiales au titre de son 6^e enfant ci-dessus désignée.

Décision n° 869/CRT/DP du 12/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve HOR AFEMENUSUI Afiwa, née ZOTEPE
Mme veuve HOR AFEMENUSUI Ablavi, née AS-SOGBA

Mme veuve HOR AFEMENUSUI Dédévi, née AG-BODJI,

épouses de feu HOR AFEMENUSUI Koffi Amenuvéné, moniteur de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 630, pourcentage 63,75 %), en retraite décédé le 20 août 1995 une pension de veuve au montant annuel de cinquante cinq mille sept cent quatre (55.704) francs pour compter du 20 novembre 1995 et de soixante mille cent cinquante six (60.156) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de trente trois mille quatre cent vingt deux (33.422) francs pour compter du 20 novembre 1995 et de trente cinq mille quatre vingt treize (35.093) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Yawo Mawuli, né le 16 octobre 1975

Ablavi Dzighodi, née le 4 mai 1976

Massan D., née le 2 mars 1977

Ayawa D., née le 12 octobre 1978

Ameyo M., née le 2 juillet 1983.

Par application des dispositions de l'article 28, paragraphe II de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension devant revenir à la veuve HOR AFEMENUSUI Dédé, née AG-BODJI, décédée le 15 janvier 1996 est reversée à son orpheline Ameyo, née le 2 juillet 1983 pour compter du 1^{er} février 1996.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. HOR AFEMENUSUI Kodjo Fiatépé, chargé de leur tutelle.

Les retenues restant dues par feu HOR AFEMENUSUI Koffi Amenuvéné au titre de validation de période seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 870/CRT-DP du 12/7/97 — Une pension d'ancienneté (indice 590 pourcentage 80 %) au montant annuel de trois cent quatre vingt douze mille sept cent quatre vingt seize (392.796) francs pour compter du 1^{er} septembre 1995 et de quatre cent douze mille quatre cent quarante (412.440) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme OURO-AKONDO Lamissi, épouse SIDIBE, monitrice de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admise à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme OURO-AKONDO Lamissi, épouse SIDIBE pour compter du 1^{er} septembre 1995 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Yawa, née le 20 avril 1961
Koffi, né le 31 mai 1963
Afi, née le 12 mars 1965
Diahatou, née le 11 novembre 1968
Tina, née le 27 juillet 1971
Koubatou, née le 27 juillet 1971.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt dix huit mille cent quatre vingt dix neuf (98.199) francs pour compter du 1^{er} septembre 1995 et à cent trois mille cent dix (103.110) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Les retenues restant dues par Mme OURO-AKONDO Lamissi, épouse SIDIBE au titre de validation de période seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 871/CRT-DP du 12/7/97 — Une pension d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent quatre vingt dix neuf mille trente six (699.036) francs pour compter du 1^{er} janvier 1996 et de sept cent trente trois mille neuf cent quatre vingt douze (733.992) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme SENA Vihoédé Afanssi, infirmière d'Etat de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Santé, admise à la retraite.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme SENA Vihoédé Afanssi pour compter du 1^{er} janvier 1996 une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Abilé, née le 9 octobre 1966
Fayeza, née le 21 février 1970
Dédé Awovi, née le 12 juillet 1973
Akuvu, née le 13 août 1975
Tété, né le 30 septembre 1977.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente neuf mille huit cent huit (139.808) francs pour compter du 1^{er} janvier 1996 et à cent quarante six mille sept cent quatre vingt dix neuf (146.799) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Les retenues restant dues par Mme SENA Vihoédé Afanssi au titre de validation de période seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 872/CRT/DP du 12/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 800, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent cinquante neuf mille deux cent trente six (559.236) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mlle BOCCO Ayabavi Ahoéfa, institutrice adjointe de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à Mlle BOCCO Ayabavi Ahoéfa pour compter du 1^{er} sep-

tembre 1996 une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignées :

Aline Laure, née le 23 octobre 1969
Essi Enyonam, née le 7 octobre 1973
Abravi Kafui, née le 20 février 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cinquante cinq mille neuf cent vingt quatre (55.924) francs pour compter du 1^{er} septembre 1996.

Les retenues restant dues par Mlle BOCCO Ayabavi Ahoéfa au titre de validation seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 873/CRT DP du 12/7/97 — La pension civile d'ancienneté concédée à M. SEGBAYA Kossi Eli par arrêté n° 212/MEF/CR du 2 mai 1988, est révisée et fixée aux émoluments correspondant au grade de brigadier-chef de Police 4^e échelon (indice 1000, pourcentage 80 %) pour compter du 16 août 1991 en application des dispositions de l'article 45 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991.

Le montant annuel de la pension ainsi révisée est fixé à six cent soixante cinq mille sept cent quarante huit (665.748) francs pour compter du 16 août 1991 et à six cent quatre vingt dix neuf mille trente six (699.036) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Le montant annuel de la majoration allouée à M. SEGBAYA Kossi Eli (taux 25 %) est fixé à cent soixante six mille quatre cent trente sept (166.437) francs pour compter du 16 août 1991 et à cent soixante quatorze mille sept cent cinquante neuf (174.759) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Les sommes perçues par M. SEGBAYA Kossi Eli pour compter du 16 août 1991 au titre de l'arrêté n° 212/MEF/CR du 2 mai 1988 seront déduites des arrérages de la présente pension de même que les retenues restant dues au titre de réajustement indiciaire.

Le reste sans changement.

Décision n° 874/CRT/DP du 12 7 97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 670, pourcentage 75 %) au montant annuel de quatre cent trente neuf mille quatre cents (439.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KAO BAKOUBATI Gnadilaba, infirmier adjoint de classe exceptionnelle du corps du personnel de la Santé, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. KAO BAKOUBATI Gandilaba pour compter du 1^{er} octobre 1996 une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Danatché, né le 6 janvier 1967
Magnoudédé, née le 1^{er} novembre 1968
Mangamana, né le 22 novembre 1969

Palakiyem, né le 28 mars 1971
 Essodinanoa, né le 15 mai 1972
 Essozimana, née le 25 novembre 1973.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent neuf mille sept cent soixante dix (109.770) francs pour compter du 1^{er} octobre 1996.

M. KAO BAKOUBATI Gnadinlaba pourra prétendre pour compter du 1^{er} octobre 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-après désignés.

Pérezam, née le 20 avril 1977
 Méhéza, née le 19 mars 1978
 Yélé Dokoum, né le 8 juillet 1979
 Pidennèwè, née le 22 décembre 1979
 Passimassouwè, née le 1^{er} mars 1981
 Tchadibande, né le 8 septembre 1982
 Pidyardéou, né le 6 février 1984
 Médédèwè, née le 26 mai 1985
 Soolim, née le 13 août 1987
 Mahouwe, né le 21 mars 1989.

Les retenues restant dues par M. KAO BAKOUBATI Gnadinlaba au titre de validation seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 875/CRT/DP du 12/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1550, pourcentage 80 %) au montant annuel de un million quatre vingt trois mille cinq cent quatre (1.083.504) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Mme LAWSON Nadouvi Mawussé, agent technique de Santé principal 2^e échelon du corps du personnel de la Santé publique, admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1997.

Les retenues restant dues par Mme LAWSON Nadouvi Mawussé au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 876/CRT/DP du 12/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1900, pourcentage 75 %) au montant annuel de un million deux cent quarante cinq mille cent cinquante six (1.245.156) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADJOH Kossi Sélom, professeur de CEG de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} septembre 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. ADJOH Kossi Sélom pour compter du 1^{er} septembre 1996 une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Akuavi Dodji, née le 14 mai 1969
 Ayaovi Akofa, née le 19 août 1971
 Kossivi Fogan, né le 29 avril 1973
 Kokou Agbeco Issa, né le 15 novembre 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt six mille sept cent soixante quatorze (186.774) francs pour compter du 1^{er} septembre 1996.

Les retenues restant dues par M. ADJOH Kossi Sélom au titre de validation de périodes seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 877/CRT/DP du 12/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1050, pourcentage 75 %) au montant annuel de six cent cinquante cinq mille trois cent quarante quatre (655.344) francs pour compter du 1^{er} novembre 1993 et de six cent quatre vingt huit mille cent seize (688.116) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EDORH Tonyévénawo Améwoassi, instituteur adjoint de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1993.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EDORH Tonyévénawo Améwoassi pour compter du 1^{er} janvier 1994, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Wiwassi, née le 21 octobre 1970
 Kossivi Mewuèna, né le 8 février 1976
 Agossi Demanyala M., née le 28 décembre 1977.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante cinq mille cinq cent trente cinq (65.535) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

M. EDORH Tonyévénawo Améwoassi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1993 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 3^e rang) ci-après désignés :

Kossivi Mewuèna, né le 8 février 1976
 Agossi Demanyala M., née le 28 décembre 1977.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. EDORH Tonyévénawo Améwoassi ne pourra plus prétendre au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1^{er} janvier 1994.

Les retenues restant dues par M. EDORH Tonyévénawo Améwoassi au titre de la validation des périodes stagiaires seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 878/CRT/DP du 12/7/97 — Une pension civile proportionnelle (indice 2000, pourcentage 70 %) au montant annuel de un million cent soixante cinq mille cinquante six (1.165.056) francs pour compter du 1^{er} septembre 1995 et de un million deux cent vingt trois mille trois cent seize (1.223.316) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KPOTI Adjété, professeur des collèges d'enseignement général de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de l'Enseignement, admis à la retraite.

M. KPOTI Adjété pourra prétendre, pour compter du 1^{er} septembre 1995 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Télé Ama, née le 4 février 1962
Lakoélé Ablanvi, née le 14 novembre 1978
Séwa Komla, né le 13 février 1979
Séwavi Mawunyo, né le 13 avril 1983
Mawusi Layoko, née le 15 juin 1986.

Les retenues restant dues par M. KPOTI Adjété au titre de la validation seront précomptées sur les arrérages de la présente pension.

Décision n° 879/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension unique (indice 800, pourcentage 62,5 %) d'un montant de huit cent trente deux mille deux cents (832.200) francs équivalant à quatre (4) années de pension de veuve est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, en règlement pour solde de tout compte à Mme veuve KADANGA Atéfeimbou, née N'ZONOU, épouse de feu KADANGA Komla, sergent 1^{er} échelon, n° mle 3093 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en retraite le 17 février 1995.

En application des dispositions de l'article 27, paragraphe IV, alinéa 2 de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, la pension de veuve prévue ci-dessus est limitée à un seul veuvage.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de quarante un mille six cent dix (41.610) francs pour compter du 7 juin 1995 et de quarante trois mille six cent quatre vingt dix (43.690) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Bazambadi, née le 8 décembre 1978
Mazalo, née le 6 mars 1979
Koudjouka-Halo, née le 29 août 1982
Tchédeli, né le 20 juillet 1984
Manibéssouwé, né le 6 février 1987
Atchalimondom, né le 17 février 1987
Abalo, né le 15 décembre 1989
Wiyao, né le 27 juin 1992
Essossinam, né le 28 mars 1993
Bawoumondom, né le 13 novembre 1994.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins mineurs sus-dénommés seront versés entre les mains de M. KAKASSA N'Gbélé Solem, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Décision n° 880/CRT/DP du 14/7/97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo pour compter du 1^{er} septembre 1993, une pension temporaire d'orphelins (indice 550, pourcentage 50 %) à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Kpatcha, né le 17 janvier 1989
Toi, né le 17 janvier 1989

orphelins de feu KELEZA Kaffo, caporal 6^e échelon, n° mle 4843 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en activité le 15 août 1993.

Le montant annuel de la pension temporaire d'orphelins prévue ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs pour compter du 1^{er} septembre 1993, en vertu des dispositions de l'article 28, paragraphe III de la loi n° 91-11, du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article, et à vingt quatre mille trente (24.030) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mlle BIDJADA Assibi, chargée de leur tutelle.

Décision n° 881/CRT/DP du 14/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. LARE Yombo Sambiani, maréchal des Logis 6^e échelon, n° mle 543 du corps du personnel de la Gendarmerie Nationale Togolaise, est porté pour compter du 1^{er} mars 1997 de 20 à 25 % de sa pension principale quatre cent quatre vingt neuf mille trois cent vingt quatre (489.324) francs l'an au titre de son enfant du 6^e rang Dambeh, né le 19 avril 1973.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent vingt deux mille trois cent trente un (122.331) francs pour compter du 1^{er} mars 1997.

Décision n° 882/CRT/DP du 14/7/97 — Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe IV de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, le taux de la majoration pour enfants allouée à M. PARING N'Liba, adjudant 3^e échelon, n° mle 0516 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, est porté de 15 à 25 % de sa pension principale sept cent trente trois mille neuf cent quatre vingt huit (733.988) francs l'an pour compter du 1^{er} février 1997 au titre de ses enfants (du 5^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Madanassono Pouèzi, né le 19 novembre 1977
Ewazina, né le 22 juillet 1980.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cent quatre vingt trois mille quatre cent quatre vingt dix sept (183.497) francs pour compter du 1^{er} février 1997.

Par application des dispositions de l'article 20, paragraphe VI de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, M. PARING N'Liba ne pourra plus bénéficier des allocations familiales au titre de ses enfants ci-dessus désignés pour compter du 1^{er} février 1997.

Décision n° 883/CRT/DP du 14/7/97 — Par application des dispositions de l'article 25, paragraphe III de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991, il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EZIN Ekagnon, adjudant 3^e échelon, n° mle 479 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, une rente d'invalidité définitive (indice 500, pourcentage 65 %) afférente à l'indice initial de la catégorie des sous-officiers pour compter du 8 novembre 1996.

Le montant annuel de la rente d'invalidité définitive est fixé à cent quatre vingt douze mille six cent soixante trois (192.663) francs pour compter du 8 novembre 1996 en vertu

des dispositions de l'article 25, paragraphe II de la loi n° 91-11 du 23 mai 1991 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe III du même article.

Décision n° 884/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1380, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante quatre mille six cent soixante huit (964.668) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADDOH-KONDI Bougonou, adjudant 4^e échelon échelle 2, n° mle 1265 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ADDOH-KONDI Bougonou pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Bitémbé, né le 8 juillet 1977
Tchonanké, née le 27 octobre 1978
N'Ghaany, née le 14 novembre 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt seize mille quatre cent soixante sept (96.467) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. ADDOH-KONDI Bougonou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Nounfo, née le 25 mars 1984
Ikpindi, née le 14 octobre 1987
Tchapo, né le 15 juillet 1988
Ninkpibe, née le 15 décembre 1988
Pouatikpi, né le 22 juin 1990
Gbaré, né le 22 juin 1990
Assana, née le 4 octobre 1990
Alassani, né le 4 octobre 1990
Bakpembe, né le 17 décembre 1991
Massuntéyiba, née le 2 avril 1995.

Décision n° 885/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1380, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante quatre mille six cent soixante huit (964.668) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EDOH Yao Eliémibényi-Akuua, adjudant 4^e échelon échelle 2, n° mle 1524 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. EDOH Yao Eliémibényi-Akuua pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Komi Mobutaa, né le 17 juin 1978
Kossi Ebénéa, né le 1^{er} octobre 1978
Kokou Bitéyar, né le 14 novembre 1979
Kokoubli Bouteflika, né le 24 juin 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quarante quatre mille sept cents (144.700) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. EDOH Yao Eliémibényi-Akuua pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Koffi Mensah Iwodjor, né le 30 septembre 1983
Yawa Fiani-Ina, née le 9 avril 1987
Yawabli Gudjom, née le 4 mars 1993
Akou Bizémbia, née le 26 mars 1997.

Décision n° 886/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre cents (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBOFIN Sanvi, sergent-chef 6^e échelon, n° mle 1438 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBOFIN Sanvi pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Ahlimbagan, née le 27 août 1971
Assaba Mawutowou, née le 19 mars 1975
Assrivi, né le 28 novembre 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante six mille quatre cent huit (66.408) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. AGBOFIN Sanvi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Assriviwa, née le 17 mai 1979
Ahéba Mitronougna, née le 7 janvier 1983
Ahlimba, née le 3 octobre 1984
Madjri Mawussé, né le 30 juin 1985
Dovi Adjigobo, née le 18 septembre 1989.

Décision n° 887/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension civile d'ancienneté (indice 1080, pourcentage 80 %) au montant annuel de sept cent dix neuf mille quatre (719.004) francs pour compter du 1^{er} juillet 1994 et de sept cent cinquante quatre mille neuf cent cinquante six (754.956) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. SOH Kéréziwé, officier de Police adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon du corps personne de la Sûreté Nationale, admis à la retraite.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité définitive (indice 300 pourcentage 50 %) afférente à l'indice initial des officiers adjoints de Police au montant annuel de cent vingt quatre mille huit cent vingt sept (124.827) francs pour compter du 1^{er} juillet 1994 et de cent trente un mille soixante neuf (131.069) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse à M. SOH Kéréziwé pour compter du 1^{er} juillet 1994 une majoration pour enfants au taux annuel de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Aloégnim, né le 2 mai 1967
 Afèyibou, né le 19 août 1969
 Balababadi, né le 27 mars 1970
 Akéyiabalo, né le 13 juillet 1971
 Baninim, né le 12 avril 1972
 Dihasosoda, né le 6 février 1973.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante dix neuf mille sept cent cinquante un (179.751) francs pour compter du 1^{er} juillet 1994 et à cent quatre vingt huit mille sept cent trente neuf (188.739) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

M. SOH Kéréziwé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1994 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Mazim-Wagi, né le 10 février 1975
 Ekpao, né le 22 juillet 1978
 Piyabalo, né le 14 avril 1981
 Massalou Y. Essossolam, née le 13 octobre 1984.

Les retenues restant dues par M. SOH Kéréziwé au titre de validation des périodes d'agent permanent et de réajustement indiciaire seront déduites des arrérages de la présente pension.

Décision n° 888/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre cents (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBOKA Kossi Kpényigba, maréchal des Logis-chef 6^e échelon, n° mle 1116 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBOKA Kossi Kpényigba pour compter du 1^{er} juillet 1997 une majoration pour enfants au taux annuel de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Koudjo, né le 11 janvier 1965
 Mawuena Kossi, né le 20 juin 1967
 Akpene-Abra, née le 5 décembre 1973
 Mawusi Ayaba, née le 17 juillet 1975
 Kodzo Anoumou, né le 15 mars 1976
 Kofi Ganyo, né le 8 avril 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante six mille vingt (166.020) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. AGBOKA Kossi Kpényigba pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 20^e rang) ci-après désignés :

Ayabavi, née le 6 juillet 1978
 Yawa Essenam, née le 10 avril 1980
 Koffi Djifa, né le 30 juillet 1982
 Kokouvi Adodo, né le 18 août 1982
 Suetoa, née le 17 septembre 1982
 Kokou Xolako Etsé, né le 4 avril 1990
 Kokou Xola Atsu, né le 4 avril 1990
 Kossi Ananivé Mawuena D., né le 23 juin 1991
 Abia Gloria, née le 15 février 1994
 Atsupé, née le 6 juin 1994
 Atsu, né le 6 juin 1994
 Adjo Hélène, née le 5 janvier 1995
 Akoko, née le 8 mai 1995
 Akoélé, née le 8 mai 1995.

Décision n° 889/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre cents (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ABETE Kpadja, sergent-chef 6^e échelon, n° mle 1496 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ABETE Kpadja pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Baanawe Mama, née le 15 novembre 1974
 Beyebinam Somié, née le 3 juillet 1977
 Manduyém Hodalo, née le 11 septembre 1977
 Essohouna, né le 26 mars 1978
 Abiré, née le 25 mai 1980
 Hodabalo, né le 26 août 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante six mille vingt (166.020) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. ABETE Kpadja pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Essohanam, née le 10 février 1983
 Binamnéné, né le 15 novembre 1984
 Akénéso, né le 6 août 1988
 Mayani, née le 28 octobre 1988
 Bedemabada, née le 20 février 1991
 Pyalo, née le 12 octobre 1993.

Décision n° 890/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. BEZOU Ditchalé, caporal-chef 6^e échelon, n° mle 3730 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. BEZOU Ditchalé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Essoyo Mawè, né le 21 décembre 1984
 Biham, née le 28 août 1986
 Mazi, né le 18 avril 1987
 Prénam, née le 7 janvier 1990
 Solim, née le 30 mai 1992
 Kpatcha, né le 13 janvier 1996
 Tchao, né le 13 janvier 1996.

Décision n° 891/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1400, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante dix huit mille six cent quarante huit (978.648) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NAYOVI Nekoumélébi, adjudant-chef 5^e échelon, n° mle 1203 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NAYOVI Nekoumélébi pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Koudjo, né le 21 septembre 1972
 Kossi, né le 20 juillet 1975
 Abouèwoudja, né le 18 décembre 1978
 Kéléobouè, né le 24 octobre 1979
 Kodzo, né le 15 février 1980
 Ahador, née le 2 février 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quarante quatre mille six cent soixante deux (244.662) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. NAYOVI Nekoumélébi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Douamili, née le 16 février 1981
 Nayokémi Azoko, née le 23 mars 1981
 Yawovi, né le 14 avril 1988.

Décision n° 892/CRT/DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de sept cent quatre vingt dix huit mille neuf cents (798.900) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse

de Retraites du Togo à M. KARBOU Essobéo, adjudant 4^e échelon, n° mle 0700 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mai 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KARBOU Essobéo pour compter du 1^{er} mai 1996, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Pawipadi Essoham, né le 23 juillet 1973
 Piham-Kihaw, né le 18 septembre 1975
 Mangliwè, né le 15 octobre 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante dix neuf mille huit cent quatre vingt dix (79.890) francs pour compter du 1^{er} mai 1996.

M. KARBOU Essobéo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} mai 1996 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Kuméa Halo Adjéba, née le 8 août 1981
 Eyazimaa, né le 16 février 1983
 Manzi Tchilabalo, né le 26 octobre 1983.

Décision n° 893/CRT/DP du 15 7 97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingts (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBE Anani, sergent 7^e échelon, n° mle 1172 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. AGBE Anani pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Kudzo, né le 12 avril 1976
 Afi, née le 15 avril 1977
 Komi, né le 22 janvier 1977
 Akua, née le 9 mai 1979
 Adjoa, née le 14 avril 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix huit mille huit cent trente six (118.836) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. AGBE Anani pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Atsoutsè, né le 13 octobre 1996
 Atsou, né le 13 octobre 1996.

Décision n° 894/CRT/DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KAWEGNANG Kibalo, gardien de préfecture 1^{re} classe 6^e échelon, n° mle 757 du corps du personnel des Gardiens de Préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KAWEGNANG Kibalo pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Soigné, né le 12 mai 1972
Bawoubadi, né le 4 septembre 1976
Bozomboyo, né le 20 août 1978
Mawèlèwobè, née le 5 janvier 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante trois mille huit cent quatre vingt seize (63.896) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. KAWEGNANG Kibalo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Essiwè, né le 25 juin 1983
Essosimna, né le 1^{er} août 1983
Toyi, né le 10 novembre 1984
Abalo, né le 10 novembre 1984
Essona, né le 6 mars 1988
Kpatcha, né le 19 avril 1994
Naka, née le 19 avril 1994.

Décision n° 895/CRT/DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1610, pourcentage 80 %) au montant annuel de un million cent vingt cinq mille quatre cent quarante quatre (1.125.444) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. KOUDADJE Akovi, adjudant-chef 5^e échelon échelle 2, n° mle 1729 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. KOUDADJE Akovi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Télé Madjémè, née le 8 décembre 1977
Séwa, né le 12 février 1980
Têko, né le 8 mars 1983
Séwavi Woboubé, né le 12 mars 1986
Edoé Raoul, né le 7 juillet 1991.

Décision n° 896/CRT/DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1400, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante dix huit mille six cent quarante huit (978.648) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. GNALO Simveïdjew, adjudant-chef 5^e échelon, n° mle 1532 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. GNALO Simveïdjew pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 11^e rang) ci-après désignés :

Toï, né le 22 janvier 1977
Kpangbano, né le 1^{er} novembre 1977
Naka, née le 4 février 1982
Meyèbenesso, né le 8 février 1983
Mèngbèwè, né le 12 mars 1985
Batoki, né le 15 février 1987
Mèhèza, née le 5 juin 1987
Abidé, née le 20 juillet 1989
Esso-Wè, né le 16 avril 1991
Bidenam, née le 16 septembre 1991
Essossolam, né le 21 avril 1994.

Décision n° 897/CRT/DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. NASU Yawo Wonyuié, caporal-chef 6^e échelon, n° mle 4063 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. NASU Yawo Wonyuié pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Komla Mawouli Lambert, né le 21 août 1973
Komi Edem, né le 2 septembre 1981
Kodzo Séfia, né le 7 mai 1984
Koku Aféli, né le 1^{er} mai 1985
Adzo Mawuli, née le 9 novembre 1987
Akouvi Augustine, née le 8 juillet 1992
Komi Venunye Alex, né le 17 février 1996.

Décision n° 898/CRT/DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1380, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante quatre mille six cent soixante huit (964.668) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TETE Yao Dabizula, adjudant 4^e échelon échelle 2, n° mle 1215 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TETE Yao Dabizula pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Yawoa Egnonam, née le 15 janvier 1970
Amè, née le 14 novembre 1970
Semeke Yawa, née le 13 août 1975
Kossi Gbegbléwou, né le 7 mars 1976
Komla Agbenyané, né le 27 septembre 1977
Koffi Senye, né le 30 novembre 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quarante un mille cent soixante sept (241.167) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. TETE Yao Dabizula pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Kodzo Evenunye, né le 27 décembre 1982
Afi Kuma, née le 22 juillet 1983
Kositsè Senam, né le 6 octobre 1985
Abra Efako, née le 8 mars 1988.

Décision n° 899 CRT DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1380, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante quatre mille six cent soixante huit (964.668) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. DOVI-SEGBEHIAN Mawuenyefia, adjudant 4^e échelon échelle 2, n° mle 1131 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. DOVI-SEGBEHIAN Mawuenyefia pourra prétendre pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Séfako, née le 3 octobre 1978
Woboubé, née le 7 mai 1980
Sedoagbo Ahoéliké, né le 2 avril 1982
Goudabla Sétoegniagbé, né le 9 septembre 1984
Midjodji Seyram, née le 16 novembre 1986
Sénouwogbé, née le 10 avril 1989.

Décision n° 900 CRT/DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre cents (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHALIM Tcha, sergent-chef 6^e échelon, n° mle 1336 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. TCHALIM Tcha pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Aklesso, né le 16 février 1976
Mèbinasso, né le 11 juin 1977
Kéméahalo, née le 27 octobre 1978
Maani, née le 12 juin 1980
Tomékou-Eyou, né le 31 janvier 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent trente deux mille huit cent seize (132.816) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. TCHALIM Tcha pourra prétendre pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Bassam, né le 30 mars 1983
Essoekazi, né le 13 avril 1984
Essohouana, né le 17 janvier 1986
Essossinam, née le 10 juillet 1988
Wuiyao, né le 30 avril 1989.

M. TETE Yao Dabizula pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Kodzo Evenunye, né le 27 décembre 1982
Afi Kuma, née le 22 juillet 1983
Kositsè Senam, né le 6 octobre 1985
Abra Efako, née le 8 mars 1988.

Décision n° 901/CRT/DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de huit cent trente huit mille huit cent quarante huit (838.848) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ASSOGBA Kossi, adjudant 4^e échelon, n° mle 1443 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. ASSOGBA Kossi pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Yaovi Fofu, né le 18 juillet 1976
Akossiwavi, née le 18 juillet 1976
Amekokoe Doléagbénou, né le 26 mars 1978
Kodjo Soussukpo, né le 5 novembre 1979
Amivi, née le 12 avril 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante sept mille sept cent soixante dix (167.770) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. ASSOGBA Kossi pourra prétendre pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Yawa Youyouvi, née le 29 avril 1982
Kokouvi Sena, né le 19 juin 1985

Koffivi Evha, né le 14 août 1987
 Dzodjivi Edem, né le 27 décembre 1988
 Sonya Alix, née le 20 mars 1997
 Komlan Rodrigue, né le 20 mars 1997.

Décision n° 902/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1100, pourcentage 80 %) au montant annuel de sept cent soixante huit mille neuf cent trente six (768.936) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Assimti Kpoou Pibouwé, Maréchal des Logis-chef, 6^e échelon échelle 2 n° Mle 1554 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Assimti Kpoou Pibouwé pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Balakiyé, née le 27 avril 1970
 Bawibadi, né le 28 avril 1976
 Mana-Ani, née le 26 août 1976
 Abah, née le 7 juin 1977
 Agatou, né le 2 juin 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante trois mille sept cent quatre vingt huit (153.788) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Assimti Kpoou Pibouwé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Pibouwé Mawasouya, né le 25 mai 1983
 Abidé, née le 8 octobre 1986
 Eso-Essinam, née le 7 octobre 1987.

Décision n° 903/CRT-DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo à M. Noutsoukpoé Kokou Novissi, Caporal-chef, 6^e échelon, n° Mle 35832 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Noutsoukpoé Kokou Novissi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Kodjo Holali, né le 3 octobre 1983
 Koffi, né le 30 juillet 1984
 Adjovi, née le 15 juin 1986
 Amélé Eméfa, née le 18 octobre 1986
 Kossi Elon, né le 22 janvier 1989
 Atsoupi, née le 29 août 1992
 Atsou, né le 29 août 1992.

Décision n° 904/CRT-DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de huit cent trente huit mille huit cent quarante huit (838.848) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Dougah Soumgoua Birikana, adjudant, 4^e échelon, n° Mle 1277 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Dougah Soumgoua Birikana pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Komlan Wémèouda, né le 9 mars 1976
 Baniwérana Massountikamaï, né le 22 juillet 1977
 M'Dabraana M'Bontika Dikèmana, né le 25 mai 1978
 Tiwéraba Harikpama, née le 27 août 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt cinq mille huit cent vingt huit (125.828) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Dougah Soumgoua Birikana pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Mougaba Makoubila, né le 2 avril 1983
 Koutaba, né le 23 juillet 1985
 Dada Babidiba, née le 9 octobre 1987
 Mabéaba Homgouéna, né le 15 avril 1989
 Katakona M'Boukala, né le 25 janvier 1990
 Koumana Balouta, né le 23 janvier 1991
 Mabika Nassi, née le 29 décembre 1993
 S. Béréma, née le 11 mai 1994
 Banama Nandoama, né le 7 novembre 1995.

Décision n° 905/CRT-DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1100, pourcentage 80 %) au montant annuel de sept cent soixante huit mille neuf cent trente six (768.936) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Nambiéma Lochina Wattara, sergent chef 6^e échelon échelle 2 n° Mle 1378 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. Nambiéma Lochina Wattara pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Mariama, née le 20 septembre 1975
 Moussa, né le 17 août 1977
 Rafiatou, née le 5 juillet 1980
 Nachiratou, née le 22 août 1980
 Lélátou, née le 3 mai 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante trois mille sept cent quatre vingt huit (153.788) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Nambiéma Lochina Wattara pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 14^e rang) ci-après désignés :

Abdounasser, né le 29 septembre 1982
Djara, née le 11 octobre 1983
Fousséni, né le 20 septembre 1984
Azif, né le 11 juin 1986
Mohamed, né le 18 mai 1987
Chérifatou, née le 25 novembre 1988
Abdoul-Abas, né le 27 avril 1991
Faouzi, né le 25 juin 1994
Faizi, né le 25 juin 1994.

Décision n° 906/CRT-DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingt (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Esse Anani, Maréchal des Logis, 7^e échelon n° Mle 1465 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. Esse Anani pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Adjo Kokui, née le 7 février 1977
Effoé Komlan, né le 1^{er} novembre 1977
Kokui Amivi, née le 31 mars 1979
Effoé Kossi, né le 10 juin 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt neuf mille cent vingt sept (89.127) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Esse Anani pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Sassou Kossi, né le 3 avril 1983
Kokui Afi Crépine, née le 25 octobre 1991
Tale Ayawa Prisca, née le 18 janvier 1996.

Décision n° 907/CRT-DP du 14/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de huit cent trente huit mille huit cent quarante huit (838.848) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Tene Koténa, adjudant 4^e échelon n° Mle 1418 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Tene Koténa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Nassi Atomaté, née le 10 juillet 1975
Ayassor, né le 6 juin 1980
Ma-Lawa, née le 15 janvier 1982
Nara, née le 5 mars 1984
Atélo, né le 24 avril 1994.

Décision n° 908/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de huit cent trente huit mille huit cent quarante huit (838.848) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Bodjona Kodjo Bassaï Djiwa, adjudant 4^e échelon n° Mle 1398 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Bodjona Kodjo Bassaï Djiwa pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désigné :

Tchala, né le 19 juin 1977
Pilakini Ani, né le 25 juin 1977
Essohouna, né en 1979

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt trois mille huit cent quatre vingt cinq (83.885) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Bodjona Kodjo Bassaï Djiwa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Maguiliwè, né le 17 février 1980
Hèzouwè, né en 1983
Magnoudéwa, né le 11 juillet 1984
Abidé, née le 15 décembre 1986
Aklesso, né le 1^{er} octobre 1993
Solim, née le 6 décembre 1993.

Décision n° 909/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wourou Alouandjou N'Tolé, gendarme-adjoint de 1^{re} classe n° Mle 4034 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Wourou Alouandjou N'Tolé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Kouyléma, née le 24 décembre 1982
Loulabe, née le 3 juillet 1985
Ahenime, née le 2 février 1988
Jébaname, née le 5 juin 1991
Alouaname, née le 31 juillet 1994
Djassé, né le 11 décembre 1996.

Décision n° 910/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à Tchéré Kondi, caporal-chef 6^e échelon n° Mle 3174 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Tchéré Kondi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Faré, né le 29 octobre 1977
Idrissou, né le 4 juillet 1980
Amidou, né le 21 mai 1982
Abiba, née le 6 juin 1985
Fousséni, né le 27 juin 1991
Alassani, né le 27 juin 1991
Zoubéro, né le 7 juillet 1992.

Décision n° 911/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1100, pourcentage 80 %) au montant annuel de sept cent soixante huit mille neuf cent trente six (768.936) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Aboulai Abalo, sergent-chef 6^e échelon échelle 2 n° Mle 1572 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Aboulai Abalo pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Bèndwè, né le 8 juillet 1976
Akénim, née le 15 novembre 1978
Kpatcha Mawababé, né le 30 juin 1981

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante seize mille huit cent quatre vingt quatorze (76.894) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Aboulai Abalo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Toï Méyimadi, né le 30 juin 1981
Essoyomewè, née le 2 mai 1984.

Décision n° 912/CRT-DP du 15 7 97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1100, pourcentage 80 %) au montant annuel de sept cent soixante huit mille neuf cent trente six (768.936) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tibo Koffi, Maréchal des Logis-chef 6^e échelon échelle 2, n° Mle 1488 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tibo Koffi pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Adjoa Dodji, née le 15 novembre 1976
Ama, née le 14 mai 1977
Afi Mawusi, née le 25 juillet 1980

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante seize mille huit cent quatre vingt quatorze (76.894) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Tibo Koffi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Koudjo, né le 10 mars 1986
Kodjovi, né le 10 décembre 1987
Yawa Akoélé, née le 19 mars 1992
Yawa Akoko, née le 19 mars 1992
Afi Sitsofé, née le 29 juillet 1995
Akou Dovi, née le 5 février 1997.

Décision n° 913/CRT-DP du 15 7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre cents (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Agba Koubonou, sergent-chef, 6^e échelon, n° Mle 1569 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Agba Koubonou pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Pyabalo, né le 10 décembre 1976
Tchilabalo, né le 31 décembre 1978
Padawu, née le 20 février 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante six mille quatre cent huit (66.408) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Agba Koubonou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Mazabalo, né le 31 octobre 1981
 Abalo, né le 12 août 1982
 Abidé, née le 24 juin 1984
 Allon, née le 26 juin 1987
 Malibada, né le 17 décembre 1990
 Essohouna, née le 26 mars 1995.

Décision n° 914/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre cents (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tossou Kodjo, sergent-chef, 6^e échelon, n° Mle 1487 du corps du personnel des Forces Armées Togolaise, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tossou Kodjo pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 5 octobre 1976
 Amivi, née le 7 janvier 1978
 Kokou, né le 30 juillet 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante six mille quatre cent huit (66.408) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Tossou Kodjo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Kodjovi Dodji, né le 20 septembre 1982
 Messan Kossi, né le 17 mars 1985
 Afi Mawulé, née le 8 mai 1987
 Kwami Hippolite B, né le 13 août 1994

Décision n° 915/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de huit cent trente huit mille huit cent quarante huit (838.848) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Kao Wiyao, adjudant 4^e échelon n° Mle 1411 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Kao Wiyao pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Dadanéma, né le 7 mai 1977
 Mondombalouki, né le 15 juillet 1978
 Essoyomèwè, née le 1^{er} juin 1979
 Abidé, née le 24 janvier 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt cinq mille huit cent vingt sept (125.827) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Kao Wiyao pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Pidénam, née le 1^{er} octobre 1983
 Tchonnou, né le 28 novembre 1983
 Malanah, née le 3 avril 1987
 Edissa, née le 31 décembre 1991
 Kao Tiga, né le 21 novembre 1992.

Décision n° 916/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1200, pourcentage 80 %) au montant annuel de huit cent trente huit mille huit cent quarante huit (838.848) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Amidou Idrissou, adjudant 4^e échelon n° mle 1500 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo à M. Amidou Idrissou pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Zinatou, née le 2 août 1976
 Moutawakilou, né le 21 octobre 1976
 Mariétou, née le 22 février 1977
 Djouwératou, née le 5 février 1978
 Barakatou, née le 12 juillet 1978
 Fousséna, née le 5 avril 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent neuf mille sept cent douze (209.712) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Amidou Idrissou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Assana, née le 5 avril 1979
 Téiba, née le 17 octobre 1980
 Aboudoulaye, né le 16 août 1984
 Antarou, né le 6 avril 1985
 Issifou, né le 6 mai 1985
 Salamatou, née le 27 novembre 1985
 Zaliatou, née le 30 mars 1988
 Mouskiratou, né le 17 juillet 1990
 Malik, né le 24 mars 1997
 Rabiétou, née le 30 mars 1997.

Décision n° 917/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1100, pourcentage 80 %) au montant annuel de sept cent soixante huit mille neuf cent trente six (768.936) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Sala Bawila, sergent-chef 6^e échelon échelle 2 n° Mle 1667 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Sala Bawila pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Ablavi Diranta, née le 21 mai 1974
Woundédama Lada, née le 15 mars 1977
Komi Akéta, né le 22 juillet 1978
Yao Simtako, née le 5 mars 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quinze mille trois cent quarante un (115.341) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Sala Bawila pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Yaovi Minona, né le 20 octobre 1983
Djémsa, né le 12 septembre 1984
Afi Halibakadima, née le 17 avril 1987
Lakéba, née le 17 juin 1987
Wountorama, né le 24 septembre 1989
Bahoumana, née le 25 juillet 1990
Djiba, né le 13 juin 1995.

Décision n° 918/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingts (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Pékoula Kpandja, maréchal des Logis 7^e échelon, n° mle 1329 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo à M. Pékoula Kpandja pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Tagba, né le 19 mai 1973
Badji, né le 5 mars 1975
Akim, née le 30 janvier 1978
Koudjolo, né le 28 juillet 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt neuf mille cent vingt sept (89.127) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Pékoula Kpandja pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Sondou, née le 23 janvier 1984
M'Boli, né le 23 janvier 1984
Batchini, né le 23 avril 1987
Assibi, née le 23 décembre 1990.

Décision n° 919/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1380, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante quatre mille six cent soixante huit (964.668) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Azoti Eso-Eyodou Agola, adjudant, 4^e échelon, échelle 2 n° mle 1225 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Azoti Eso-Eyodou Agola pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Patiznam, né le 3 septembre 1976
Edjaré, né le 11 mars 1977
Tchilahalo, née le 4 octobre 1977

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt seize mille quatre cent soixante sept (96.467) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Azoti Eso-Eyodou Agola pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 5^e rang) ci-après désignés :

Pyalo, née le 28 janvier 1986
Mazalo, née le 10 juillet 1993.

Décision n° 920/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingts (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Laré Djatoite, sergent 7^e échelon n° mle 1376 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Laré Djatoite pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Kankoname, née le 8 juillet 1974
Bitié, né le 15 mai 1976
Damily, né le 3 octobre 1976
Damitote, né le 3 octobre 1976
Yobath, née le 5 juin 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix huit mille cent trente six (118.836) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Laré Djatoite pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Banibe, né le 14 février 1982
Baman, né le 23 avril 1983
Satienmbe, né le 13 juin 1984
Nantiébe, né le 3 juin 1985
Mibote, née le 11 juin 1987
Sukloupou, né le 19 octobre 1992.

Décision n° 921/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingts (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Ayivi Anani Laté, maréchal des Logis 7^e échelon n° Mle 1447 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo à M. Ayivi Anani Laté pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Adjo Dédé, née le 23 août 1976
Dédé Délali, né le 14 septembre 1977
Amévi Ayi, né le 17 septembre 1977
Folly, né le 8 novembre 1979
Ayoko, née le 21 mai 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix huit mille huit cent trente six (118.836) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Ayivi Anani Laté pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Kangni, né le 29 avril 1982
Kayi, née le 11 décembre 1984
Ekué, né le 2 avril 1987
Téko, né le 12 octobre 1989
Ayélé Marie Josephine S., née le 6 mars 1992
Victoire Ayokovi, née le 8 mai 1995.

Décision n° 922/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre vingts (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tchekpi Ayouwa Essobou, maréchal des Logis-chef 6^e échelon n° mle 369 du corps du personnel des Gardiens de Préfecture, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo à M. Tchekpi Ayouwa Essobou pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Eyana, née le 21 juillet 1973
Essodna, née le 29 juillet 1975
Essobozou, née le 24 février 1977
Mana, née le 29 octobre 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt dix neuf mille six cent douze (99.612) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Tchekpi Ayouwa Essobou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Balimda, né le 21 novembre 1983
Boyodouyém, née le 11 octobre 1985
Toyu, né le 28 octobre 1987
Essoyéké, né le 23 décembre 1993
Essoyodina, né le 29 décembre 1996.

Décision n° 923/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingts (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Salifou Ili, sergent 7^e échelon n° mle 1549 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Salifou Ili pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Amidou, né le 13 juin 1980
Abdou-Kadiri, né le 10 août 1982
Mohamed Amine, né le 4 octobre 1985
Aysatou, né le 28 mars 1989
Seydou, né le 17 mai 1990
Djamilatou, née le 11 mai 1992.

Décision n° 924/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Ouro-Koura Tchaitkpi, caporal-chef 6^e échelon n° mle 3128 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo à M. Ouro-Koura Tchatikpi pour compter du 1^{er} juillet, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Abdoudermane, né en 1978
Razakou, né en 1979
Alira, née le 4 juillet 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue est fixé à quarante deux mille cinq cent quatre vingt dix huit (42.598) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Ouro-Koura Tchatikpi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Kadère, né le 12 décembre 1981
Salissou, né le 31 décembre 1983
Maliki, né le 12 décembre 1984
Azizou, né le 2 février 1986
Sélifatu, née le 30 avril 1986
Bariétou, née le 11 juillet 1987
Habilou, né le 19 août 1991
Abibou, né le 19 août 1994
Bilali, né le 14 juillet 1995.

Décision n° 925/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1100, pourcentage 80 %) au montant annuel de sept cent soixante huit mille neuf cent trente six (768.936) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. Dogbe Eklou Fotsitsia, maréchal des Logis-chef, 6^e échelon, échelle 2, n° Mle 1183 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo à M. Dogbé Eklou Fotsitsia pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Afi Amenyo, née le 16 mars 1973
Ekpé Kekessi, né le 13 juillet 1975
Dzogbenyue Biova, née le 25 septembre 1975
Elikplim Dzidzolé, né le 12 juillet 1978
Sitsofé, né le 14 juillet 1979
Komi Lawoe, né le 16 août 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt douze mille deux cent trente quatre (192.234) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Dogbé Eklou Fotsitsia pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Eménéfa, né le 23 février 1984
Vénunye, né le 3 juin 1986.

Décision n° 926/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Nabiya Bouralma, caporal-chef, 6^e échelon, n° mle 3121 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Nabiya Bouralma pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 10^e rang) ci-après désignés :

Bougonou, né le 14 décembre 1980
Mawaté, née le 5 janvier 1981
Kpanté, né le 7 juillet 1983
Boukoupou, née le 17 septembre 1983
Faré, né le 31 mars 1986
Nadjombé, né le 30 septembre 1986
Tchédré, né le 3 avril 1988
Gnon, né le 15 juin 1989
Gnofam, né le 26 janvier 1991
Dapou, née le 9 avril 1993.

Décision n° 927/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Sédjro Kodjo, caporal-chef, 6^e échelon, n° Mle 4058 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Sédjro pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Ayéle, née le 9 février 1980
Akouète, né le 29 mai 1982
Akouète, né le 29 mai 1982
Da-Doh, née le 8 avril 1986
Ayélévi, née le 6 avril 1987
Dossé, né le 13 juillet 1989
Ayité Gnémébuo, né le 19 novembre 1990
Akoko, née le 15 juillet 1993
Ayoko, née le 7 juillet 1995.

Décision n° 928/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre cents (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Akaya Lémou Abalo, sergent-chef, 6^e échelon, n° mle 1563 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Akaya Lémou Abalo pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Manamodom, née le 26 juillet 1977
P'Gazniwè, né le 1^{er} octobre 1980
Afeignima, né le 17 janvier 1981

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante six mille quatre cent huit (66.408) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Akaya Lémou Abalo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Essotom, née le 17 mars 1983
Piham, née le 24 mars 1985
Abré, née le 22 octobre 1987
Pirénam, né le 12 décembre 1995
Mèhèza, née le 22 novembre 1996.

Décision n° 929/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 950, pourcentage 80 %) au montant annuel de six cent soixante quatre mille quatre cents (664.080) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tarkpa Tikéna Bassambé, sergent-chef, 6^e échelon, n° mle 1485 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tarkpa Tikéna Bassambé pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Dih-Yen, née le 22 mars 1970
Kpalm-Bgah Whin'ga, né le 2 août 1976
Ablavi Olaghba, née le 20 juin 1978.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante six mille quatre cent huit (66.408) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Tarkpa Tikéna Bassambé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Dithorgue, né le 28 mai 1983
Hare-Tiya Batcheta, né le 14 avril 1988
Yaaka Yawka, né le 25 avril 1991
A'Naa Reine-Véronique, née le 4 février 1997.

Décision n° 930/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent

soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Atiépu Koffi, caporal-chef, 6^e échelon, n° mle 2788 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Atiépu Koffi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

M. Atiépu Koffi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Kossivi, né le 4 juin 1976
Ayaovi, née le 26 mars 1981
Adjovi, née le 22 février 1990
Ayawavi, née le 16 août 1990
Kosséwa, née le 14 juillet 1991
Adjovi, née le 16 décembre 1991
Massanvi, née le 2 mars 1995.

Décision n° 931/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Pako Lakibire, gendarme-adjoint de 1^{re} classe, 7^e échelon, n° mle 3270 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Pako Lakibire pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Afi Yendoutié, née le 11 décembre 1981
Dametoti, né le 25 juin 1982
Damféi, née le 25 septembre 1996
Baname, né le 25 septembre 1996.

Décision n° 932/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 550, pourcentage 65 %) au montant annuel de trois cent douze mille trois cent quatre vingt quatre (312.384) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Awaté Tèi, caporal 6^e échelon n° mle 3640 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Awaté Tèi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Essossinam, née le 10 mars 1983
 Eso Wounam, née le 9 novembre 1985
 Magnimzibodom, né le 6 novembre 1987
 Gnimdou, né le 1^{er} novembre 1992
 Hodo-Abalo, né le 4 octobre 1993.

Décision n° 933/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingt (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Aniko Malou Assexa, sergent-chef, 7^e échelon, n° mle 1377 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de retraites du Togo à M. Aniko Malou Assexa pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Amanawou, né le 29 juillet 1975
 Missihame, né le 3 février 1976
 Missimba, né le 28 juillet 1977
 Tem-Nin, né le 21 juin 1978
 Assim, né le 12 septembre 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent dix huit mille huit cent trente six (118.836) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Aniko Malou Assexa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Tékéna, née le 19 avril 1984
 Miri, né le 25 novembre 1987
 Anawilwata, née le 20 juin 1990
 Lotro Georges, né le 8 avril 1994
 Awana, né le 25 août 1997
 Anatéka, né le 25 août 1996.

Décision n° 934/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 850, pourcentage 80 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt quatorze mille cent quatre vingt (594.180) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Pignamssi Arong, Maréchal des Logis, 7^e échelon, n° mle 1294 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. Pignamssi Arong pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Tamazi, né le 9 janvier 1966
 Alaba, née le 11 août 1968
 Aklesso, né le 20 août 1973
 Bényébabèndou, née le 15 janvier 1976.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt neuf mille cent vingt sept (89.127) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Pignamssi Arong pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Payawè, né en 1983
 Essohanam, né en 1985
 Essodina, née le 12 novembre 1989
 Massamah, né le 26 février 1993.

Décision n° 935 CRT-DP du 15 7 97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Nambiéma Omorou, caporal-chef, 6^e échelon, n° mle 3365 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Nambiéma Omorou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Maimounatou, née le 28 mars 1981
 Kartoumi, née le 6 janvier 1984
 Latifatou, née le 16 mars 1986
 Saïd, né le 19 août 1987
 Célifatou, née le 26 mars 1991
 Nainatou, née le 6 août 1991
 Soulémane, né le 19 février 1996.

Décision n° 936/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tchazino Wiao, caporal-chef, 6^e échelon, n° mle 3207 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Tchazino Wiao pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 12^e rang) ci-après désignés :

Petchèpadi Hodabalo, né le 10 mars 1978
 Pawoumodom, né le 5 mai 1981
 Bidenam, née le 20 novembre 1981
 Mazalo, née le 27 octobre 1984
 Solim, né le 28 octobre 1984
 Takoussiyou, née le 25 décembre 1985
 Palakiyé, né le 9 octobre 1986
 Abidé, née le 17 mars 1988
 Tchamié, né le 15 mai 1989
 Natoufèi, née le 2 septembre 1990
 Gnimdou, né le 5 avril 1991
 Tchilalo, née le 12 avril 1995.

Décision n° 937/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1380, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante quatre mille six cent soixante huit (964.668) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Tye Kwami, adjudant, 4^e échelon, échelle 2, n° mle 1486 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. Tye Kwami pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Essozima, née le 23 décembre 1973
Assinam, née le 10 novembre 1976
Bidenam, née le 13 mai 1979.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt seize mille quatre cent soixante sept (96.467) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Tye Kwami pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Hezouwè Pagnabana, né le 11 septembre 1994
Kpatcha, né le 22 novembre 1996
Naka, née le 22 novembre 1996.

Décision n° 938/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 750, pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent vingt cinq mille neuf cent soixante seize (425.976) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Nini Tadepla, gendarme-adjoint de 1^{re} classe, 7^e échelon, n° mle 3602 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

M. Nini Tadepla pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Pomavo Amenyinou, né le 14 juin 1982
Dovi Tohouégnon, né le 27 janvier 1984
Mégan Houégnon, né le 27 janvier 1984
Séwadi Gbedewou, né le 29 février 1984
Dovi Monlénou, né le 14 juin 1990
Houélété Kouwafin, né le 14 juin 1991
Nodjignon Reine, née le 28 septembre 1995.

Décision n° 939/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1400, pourcentage 80 %) au montant annuel de neuf cent soixante dix huit mille six cent quarante huit (978.648) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. Agbé Alfa, adjudant-chef, 5^e échelon, n° mle 1573 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. Agbé Alfa pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Bolom, née le 14 décembre 1976
Mazama Esso, née le 27 novembre 1978
Atafeye, né le 15 décembre 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt dix sept mille huit cent soixante cinq (97.865) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Agbé Alfa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Bassiz Ebana, née le 11 octobre 1985
Awaki, né le 29 mars 1986
Essodina, né le 21 mai 1991.

Décision n° 940/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1610, pourcentage 80 %) au montant annuel de un million cent vingt cinq mille quatre cent quarante quatre (1.125.444) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Bamali Yom, adjudant-chef, 5^e échelon, échelle 2, n° mle 1590 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. Bamali Yom pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Koffi, né le 2 octobre 1970
Tagba, né en 1974
Mensah, né le 30 octobre 1976
Banani, né le 20 janvier 1978
Komla Biré Essohanam, né le 5 août 1980.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent vingt cinq mille quatre vingt neuf (225.089) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Bamali Yom pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Pyalo, née le 14 septembre 1982
Badawe, née le 30 octobre 1994
Babawe, née le 12 novembre 1994.

Décision n° 941/CRT-DP du 15/7/97 — Une pension militaire d'ancienneté (Indice 1380, pourcentage 80 %) au

montant annuel de neuf cent soixante quatre mille six cent soixante huit (964.668) francs est attribuée sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à M. Bayor Kankassé Sabougou Monaba, adjudant, 4^e échelon, échelle 2, n° mle 1589 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1997.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de Retraites du Togo à M. Bayor Kankassé Sabougou Monaba pour compter du 1^{er} juillet 1997, une majoration pour enfants au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ibéré-Sharou Taïrou, né le 15 mars 1975
Aminétou, née le 2 août 1976
Salami Oukpagnah, né le 12 juin 1977
Sharifatou, née le 2 janvier 1979
Rahinatou, née le 27 septembre 1980
Abdel-Aziz, né le 30 avril 1981.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quarante un mille cent soixante sept (241.167) francs pour compter du 1^{er} juillet 1997.

M. Bayor Kankassé Sabougou Monaba pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1997 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Adizétou, née le 25 octobre 1981
Alimatou Sahadia, née le 26 avril 1984
Abdoul-Razak, né le 18 mai 1985
Ibrahim, né le 20 juillet 1985
Aïchatou, née le 16 mars 1986
Abdou-Rafiou, né le 20 novembre 1988.

Arrêté n° 101/MEF/CR du 2-7-97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve da Silveira Adjélé Odem, née Vignon
Mme veuve da Silveira Ayabani, née Boodric

épouses de feu da Silveira Agossou Koffi, adjudant-chef, 3^e échelon, n° mle 044 du corps du personnel des Forces Armées Togolaises, décédé en retraite le 26 septembre 1988, une pension de veuves (indice 1200, pourcentage 65 %) dont 70 % du total imputable à la CRT au montant annuel de cent huit mille cent quatre vingt quatre (108.184) francs pour compter du 1^{er} octobre 1988, de cent treize mille cinq cent quatre vingt douze (113.592) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 et de cent dix neuf mille deux cent soixante onze (119.271) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelins fixée au montant annuel de quarante trois mille deux cent soixante seize (43.276) francs pour compter du 1^{er} octobre 1988, de quarante cinq mille quatre cent trente six (45.436) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 et de quarante sept mille sept cent huit (47.708) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Akovi, né le 29 janvier 1969
Lakolé, née le 4 février 1969
Tètè, né le 26 mai 1969
Adjété, né le 24 octobre 1972
Tètè, né le 15 novembre 1972
Adjévi, né le 16 mai 1976
Séwoa, né le 22 mai 1980
Agnélé, née le 28 octobre 1981
Lakolé, née le 27 juin 1982.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révélés des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de :

- M. da Silveira Kodjo Adjété Anoukoua, chargé de la tutelle des orphelins dont les noms suivent :

Lakolé, née le 4 février 1969
Tètè, né le 26 mai 1969
Adjété, né le 24 octobre 1972
Lakolé, née le 27 juin 1982.

- Mme Viagbo Tassiga, mère des orphelins ci-après désignés :

Akovi, né le 29 janvier 1969
Tètè, né le 15 novembre 1972
Adjévi, né le 16 mai 1976
Séwoa, né le 22 mai 1980
Agnélé, née le 28 octobre 1981.

Arrêté n° 108/MEF/CR du 14-7-97 — Il est attribué sur les fonds de la Caisse de Retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Dadjo Ouéna, née Djidjao
Mme veuve Dadjo Akossiwa, née Plakoo
Mme veuve Dadjo N'Tona K., née Gninkouma
Mme veuve Dadjo Afiwa M., née Gnonfame
Mme veuve Dadjo Abléwoa, née Dossou
Mme veuve Dadjo Eziékou, née Telou
Mme veuve Dadjo Assion D., née Dossavi

épouses de feu Dadjo Bawalina, colonel, du corps du personnel des Forces Armées Togolaises (indice 3000, pourcentage 80 % dont 25,69 % du total imputable à la Caisse de Retraites du Togo) décédé en retraite le 23 septembre 1989, une pension de veuves fixée au montant annuel de trente quatre mille neuf cent six (34.906) francs pour compter du 1^{er} octobre 1989, de trente six mille six cent cinquante deux (36.652) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 et de trente huit mille quatre cent quatre vingt cinq (38.485) francs pour compter du 1^{er} juillet 1996.

Il est également attribué sur les fonds de la même Caisse pour compter du 1^{er} octobre 1989, une majoration pour enfants à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Dadjo Ouéna
Mme veuve Dadjo Assion Djigbondi
Mme veuve Dadjo Afiwa Massan, née Gnonfame
Mme veuve Dadjo Akossiwa

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à :

— Vingt mille trois cent soixante (20.360) francs pour compter du 1^{er} octobre 1989 et à vingt un mille trois cent soixante dix huit (21.378) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 pour Mme veuve Dadjo Ouéna (mère des enfants Kaïtéma, né le 25 mars 1956 et Adjovi, née le 12 octobre 1959) et Mme veuve Dadjo Assion Djigbondi (mère des enfants Ma-wulé, née le 5 août 1957 et Rabas, né le 8 avril 1961).

— Dix mille cent quatre vingts (10.180) francs pour compter du 1^{er} octobre 1989 et à dix mille six cent quatre vingt neuf (10.689) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 pour Mme veuve Dadjo Aliwa (mère de l'enfant Mabedina, né le 3 mai 1960) et Mme veuve Dadjo Akossiwa (mère de l'enfant Mahoungouena, née le 22 février 1962).

Il est également alloué sur les fonds de la même Caisse, une pension temporaire d'orphelins au montant annuel de quarante huit mille huit cent soixante huit (48.868) francs pour compter du 1^{er} octobre 1989, de cinquante un mille trois cent huit (51.308) francs pour compter du 1^{er} janvier 1990 et de cinquante trois mille huit cent quatre vingts (53.880) francs pour compter du 1^{er} juillet à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés (dans la limite de cinq) :

Djeneina, né le 15 novembre 1968
Tamelgo, né le 10 février 1969
Bassaoda, née le 19 décembre 1969
Mansiraba, née le 29 août 1970
Mabèmana, née le 1^{er} mars 1972
Tétéba, né le 6 mai 1972
Wènképéta, née le 9 juillet 1972
Tiganhonna, né le 9 juillet 1972
Aklaesso, né le 16 octobre 1973
Wondowa, née le 6 juillet 1975
Soukouna, né le 27 novembre 1975
Mansamaesso, né le 14 mars 1977
Huinkossoua, née le 20 octobre 1977
Madjoulba Djéra, né le 21 octobre 1977
Hombabré, né le 16 juillet 1978
Sontay, né le 24 décembre 1983.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Dadjo Kaïtéma, chargé de leur tutelle.